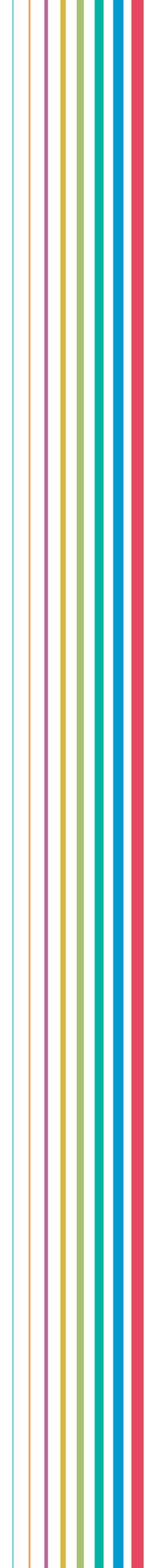


Cinquième Enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens, 2021

Comprend une analyse détaillée de l'échantillon français

Avril 2022



Cinquième Enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens, 2021

Comprend une analyse détaillée de l'échantillon français

Avril 2022



Directeur de projet

Marcelo Dimentstein

Assistante de recherche

Vica Jakal

Assistante de recherche - Italie

Betti Guetta (Fondazione CDEC)

Assistant de terrain - France

Yohan Ziri

Assistants de terrain - Allemagne

Hannah Dannel, Alexej Tarchis

Consultante pour l'analyse et les statistiques

Dr Tamar Medina-Artom (Myers-JDC-Brookdale)

Editrice de rapport et relectrice

Sandra H. Lustig

Design graphique du rapport

Dalia Sciama

Visualisation des données

galiainfographics.com

Traductrice du rapport en français

Faustine Sigal

Remerciements

Debbie Shohat, Russell Wolkind, Dani Serlin, David Gidron, David Levin-Kruss, Colin Bulka, Chen Tzuk, Mario Izcovich, Stefan Oscar, Marina Goutman, Israel Sharli Sabag, Sam Amiel, Karina Sokolowska, Bence Tordai, Mircea Cernov et le Budapest Mozaik Hub, Moni Beniosev, Ilya Tarbeev, Melanie Sobell Zaken, Bruce Rosen

Allemagne : Hannah Dannel, Anja Olejnik
et le Zentralrat der Juden in Deutschland

Autriche : Benjamin Nägele

Belgique : Véronique Lederman,
Laure Lachman

Bulgarie : Julia Dandolova, Alek Oscar

Danemark : Tina Schwartz

France : Richard Odier

et le Fonds Social Juif Unifié

Grèce : Taly Mair et la Communauté Juive
d'Athènes

Hollande : Muriel Leewin

Italie : Gadi Luzzatto Voghera
et la Fondazione CDEC

République Tchèque : Petr Papoušek,
Tereza Kotláríková

Royaume-Uni : Rabbin Chaim Weiner

Slovaquie : Richard Duda, Martin Kornfeld

Suisse : Jonathan Kreutner

Remerciements particuliers à Mariano Schlimovich et aux membres du conseil d'administration du European Council of Jewish Communities (ECJC) : Michael Blake, Gabrielle Rosenstein, David Revcolevschi, Minos Moissis, Simone Mortara et Arturo Tedeschi.

Copyright © JDC-ICCD, 2022

Tous droits réservés© Aucune partie de cette publication ne saurait être reproduite, stockée dans un système de recherche ou transmise, sous aucune forme ou par aucun moyen, électronique, mécanique, photocopié, enregistré ou tout autre forme, sans autorisation préalable de l'éditeur.

TABLE DES MATIERES

Liste des tableaux et figures	5
Avant-propos	8
Synthèse	9
I. Priorités communautaires et menaces	19
Priorités futures	19
Menaces pour le futur de la vie juive	21
II. Enjeux communautaires internes	26
Tensions entre courants	26
Adhésion comme membre de la communauté	26
Politique communautaire sur les mariages mixtes et couples mixtes	28
Prévisions sur les questions de statut personnel	28
III. Situation financière et financement	29
L'impact économique de la pandémie de la pandémie de COVID-19	29
IV. Impact de la pandémie de COVID-19 sur la vie communautaire juive	31
Performance des organisations	31
Être préparé et réactif	32
Tâches organisationnelles les plus urgentes	32
Situation personnelle	33
V. Sûreté, sécurité et émigration	34
Sécurité personnelle	34
Prévisions en matière d'antisémitisme	34
Réponse gouvernementale	35
Préparation aux situations d'urgence	35
Emigration	35
VI. Europe	37
Optimisme quant au futur	38
VII. Israël	39
VIII. Gouvernance : inclusion des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décisions	42
IX. Profil des répondants	44
Courant juif	46
Genre	46
Age	46
Région	46
Différences entre les répondants de 2008, 2011, 2015, 2018 et 2021	47

X.	Analyse comparative de l'échantillon français	48
	Conclusions principales	48
	Profil des répondants français	50
	Priorités et menaces pour la communauté	51
	Questions de statut	55
	Situation financière	56
	Sûreté et sécurité	57
	L'impact de COVID-19 sur la communauté juive de France	58
	Europe et Israël	59
	Stratégie communautaire	62

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 1. « Dans les 5 à 10 prochaines années, les problèmes liés à l'antisémitisme vont, selon vous... ». Comparaison 2008-2021.	9
Figure 1. « Dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville dans laquelle vous résidez ? » Comparaison 2008-2021.	10
Figure 2. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur de la vie juive dans votre pays ? » Part des répondants donnant une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5, 2021.	11
Figure 3. Palmarès des dix priorités communautaires. Sur une échelle de 1 à 10 où 1 veut dire <i>pas une priorité du tout</i> et 10 veut dire <i>top priorité</i> . Comparaison 2011-2021.	12
Figure 4. « En réfléchissant vers le long terme, vers quelles priorités votre institution/organisation doit-elle aller ? Utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 veut dire <i>très peu prioritaire</i> et 10 veut dire <i>urgence</i> ».	13
Figure 5. « Quel le pourcentage du conseil d'administration de votre organisation est... ».	14
Figure 6. Affirmations à propos des communautés juives européennes. Réponse je suis <i>tout à fait d'accord</i> seulement. Comparaison 2011- 2021.	15
Figure 7. Causes communautaires. « Précisez celles dont vous pensez qu'elles doivent être prioritaires pour les 5 à 10 prochaines années ». Réponses sur une échelle de 1 à 10 pour 2011-2021.	20
Figure 8. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » Part des répondants donnant une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5. Comparaison 2008 – 2021.	22
Figure 9. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur de la vie juive dans votre pays ? » Part des répondants donnant une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5. Comparaison entre tranches d'âge sur des items choisis.	24
Figure 10. « Dans quelle mesure ressentez-vous, aujourd'hui, des tensions entre les différents courants religieux au sein de votre communauté ? » Comparaison 2011-2021.	26

Figure 11. Réponses à l'affirmation « Seuls ceux nés de mère juive ou convertis sous supervision orthodoxe devraient avoir le droit de devenir membre de la communauté ». Comparaison 2008-2021.	27
Figure 12. « Comment décririez-vous à l'heure actuelle, la situation financière générale de votre communauté ? ». Comparaison 2011-2021.	29
Figure 13. Origines des pertes financières liées à la COVID-19, Est vs Ouest.	30
Figure 14. « En réfléchissant vers le long terme, vers quelles priorités votre institution/organisation doit-elle aller ? Utilisez une échelle de 1 à 10, où 1 veut dire <i>très peu prioritaire</i> et 10 veut dire <i>urgence</i> ».	33
Figure 15. Réponses aux affirmations sur le judaïsme européen exprimées dans la catégorie <i>tout à fait d'accord</i> (%). Comparaison 2011-2021.	37
Figure 16. Optimisme quant au futur de l'Europe. Comparaison Est-Ouest par tranche d'âge.	38
Figure 17. « Dans quelle mesure ressentez-vous qu'il y a une division au sujet d'Israël dans votre communauté aujourd'hui ? ». Comparaison Est-Ouest.	39
Figure 18. Réponses aux items choisis concernant Israël « Dans quelle mesure êtes-vous personnellement d'accord ou non avec les affirmations suivantes à propos d'Israël ? » <i>Tout à fait d'accord</i> et <i>plutôt d'accord</i> . Comparaison 2008-2021.	40
Figure 19. « Quel pourcentage du conseil d'administration (CA/CD) de votre organisation/institution est... ? »	42
Tableau 2. Pays de résidence 2008-2021.	44
Figure 20. Distribution des répondants par courant juif, 2021 (gauche) et comparaison des courants juifs, 2008-2021 (droite).	45
Figure 21. Distribution des répondants par dénomination de la synagogue. Comparaison entre les échantillons français et européen, 2021.	50
Figure 22. Répartition des répondants selon leur auto-définition religieuse. Comparaison entre l'échantillon français et l'échantillon européen, 2021.	51
Figure 23. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous pensez que les éléments suivants devraient être prioritaires dans les 5 à 10 prochaines années. » Enquête France vs Total, réponses sur une échelle de 1 à 10.	52
Figure 24. « Lesquelles des menaces suivantes sont les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » Pourcentage de répondants donnant un score de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5. Points communs et différences entre la France et l'enquête totale.	54

- Figure 25.** « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les déclarations suivantes » concernant les critères d'adhésion. Réponses *plutôt d'accord* et *tout à fait d'accord*. France vs. Total de l'enquête. 55
- Figure 26.** Sources des pertes financières dues au COVID-19. 57
- Figure 27.** « Dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville où vous résidez ? » Comparaison enquête totale vs France 2021 vs France 2018. 57
- Figure 28.** « En réfléchissant vers le long terme, vers quelles priorités votre institution/organisation doit-elle aller ? Utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 veut dire très peu prioritaire et 10 veut dire urgence. » Total de l'enquête par rapport à la France. 60
- Figure 29.** Optimisme à propos de l'Europe. France vs. Total de l'enquête. 61
- Figure 30.** Déclarations choisies sur Israël. France vs. Total de l'enquête. 62
- Figure 31.** « Quel pourcentage du conseil d'administration de votre organisation/institution est ... ? » France vs. Total de l'enquête. 63

AVANT-PROPOS

Avec la *Cinquième Enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens*, conduite par le département de recherche européen du American Jewish Joint Distribution Committee's (JDC), le Centre International pour le Développement des Communautés (ICCD), nous célébrons une *bar mitsvah*.

En 2008, nous avons lancé ce projet d'enquête comme moyen de cartographier l'Europe juive vingt ans après la chute du communisme et de comprendre les différences entre les communautés juives d'Europe de l'Est et de l'Ouest. Treize ans plus tard, l'Europe juive semble montrer plus de points communs régionaux que de différences - mais, dans le même temps, de nouveaux et anciens défis se sont fait jour. Alors que l'antisémitisme et l'insécurité sont parmi les menaces les plus fortes en 2021, l'émigration n'est plus une considération majeure et impliquer les jeunes juifs est une priorité centrale pour le futur. Ainsi, l'enquête, conduite tous les trois ans, est devenue un instrument unique pour identifier les tendances émergentes et existantes parmi les dirigeants et professionnels juifs en Europe.

Depuis sa création, l'enquête a exploré de nombreux aspects et dimensions de la vie communautaire juive. Néanmoins, l'itération de 2021 a eu la tâche d'inclure une évaluation de l'impact d'une nouveauté sans précédent : la pandémie de COVID-19. Cette crise globale et durable - qui a affecté la vie communautaire juive et pesé lourdement sur les plus vulnérables - est marquée par la perte de vies, les confinements, la distanciation sociale et un tumulte économique.

Les résultats de l'enquête témoignent de ces tendances, notamment les pertes financières, la hausse de la pauvreté et des difficultés économiques : les répondants notent que ces enjeux sont plus menaçants qu'il y a trois ans.

Les résultats montrent également que la pandémie a engendré un souci généralisé parmi les dirigeants quant à la capacité des communautés à générer de l'engagement et de la participation. Pour y faire face, les deux points d'action qui étaient le plus cités comme prioritaires par les dirigeants pour l'après-COVID étaient de développer des stratégies d'engagement à destination des non-membres et de recruter de nouveaux volontaires.

Les dirigeants semblent conscients que pour que la vie juive reste dynamique en Europe, l'idée d'un engagement volontaire - un concept au cœur des communautés juives d'Europe d'aujourd'hui - doit être renouvelée et enrichie. Les répondants soulignent la centralité de la participation individuelle et du *leadership* dans le développement de la vie communautaire juive. Sans des individus engagés, actifs et passionnés pour travailler à la mise en œuvre d'une vision, les communautés sont vouées à perdre de leur attrait et, à terme, stagner et disparaître.

Cette *Enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens* est une reconnaissance autant qu'une invitation. Une reconnaissance de tous les gens qui donnent de leur personne pour mener vers le futur de la vie juive en Europe - et une invitation à continuer d'apprendre et accueillir le changement avec créativité.

Nous remercions chacun et chacune d'entre vous pour votre implication dans cette enquête et vos efforts sans relâche pour la communauté.

L'équipe du JDC Europe

SYNTHÈSE

L'Europe juive est à un carrefour, entre diverses inquiétudes - parfois contradictoires - et espoirs quant à son futur. Les dirigeants juifs européens font face à la pandémie de COVID-19 alors qu'ils sont éminemment préoccupés par la montée de l'antisémitisme sur le continent - sans pour autant penser que l'Europe ne soit plus sûre pour les juifs. En outre, ils tiennent énormément à bâtir leur communauté en nombre et à former les jeunes juifs en ce sens, en dépit de gap générationnels quant aux enjeux centraux des communautés.

Voici les conclusions principales de la *Cinquième Enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens*, conduite entre avril et mai 2021 par le Centre International pour le Développement des Communautés du American Jewish Joint Distribution Committee (JDC-ICCD).

Le JDC-ICCD conduit l'*Enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens* tous les trois ou quatre ans en utilisant le même format pour identifier des enjeux et tendances importants. Ainsi, les résultats de l'édition de 2021 ont été évalués à l'aune des enquêtes précédentes conduites en 2008, 2011, 2015 et 2018. La dernière enquête a été menée en ligne dans

dix langues et auprès de 1 054 répondants, venant de 31 pays.

Cette enquête sonde les dirigeants et professionnels juifs sur une variété de questions, interrogeant leurs perspectives sur les défis et enjeux majeurs des communautés juives européennes en 2021 et leurs prévisions sur les évolutions de leurs communautés sur les 5 à 10 prochaines années. En sus, cette édition inclut une section spécifique dévolue à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la vie communautaire juive.

Antisémitisme

L'édition 2021 de l'*Enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens* montre une inquiétude quant à l'antisémitisme sans précédent. Pour la première fois depuis la création de l'enquête, l'antisémitisme figure à la première position dans le palmarès des menaces les plus sérieuses sur le futur de la vie juive (avec 71 % des répondants lui donnant une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5). *Combattre l'antisémitisme* est la priorité principale pour les années à venir (avec une note de 8,8 sur une échelle de 1 à 10). Lorsqu'on leur demande s'ils s'attendent à des changements dans les

Tableau 1. « Dans les 5 à 10 prochaines années, les problèmes liés à l'antisémitisme vont, selon vous... » . Comparaison 2008-2021.

	2008	2011	2015	2018	2021
<i>Augmenter considérablement</i>	16 %	10 %	23 %	21 %	28 %
<i>Augmenter légèrement</i>	38 %	39 %	44 %	45 %	40 %
<i>Rester constants</i>	34 %	35 %	27 %	25 %	27 %
<i>Diminuer légèrement</i>	6 %	8 %	2 %	3 %	2 %
<i>Diminuer considérablement</i>	1 %	4 %	1 %	1 %	0 %
<i>Je ne sais pas / sans opinion</i>	4 %	4 %	3 %	4 %	4 %

cing à dix prochaines années, les répondants sont pessimistes, avec 68 % s'attendant à ce que l'antisémitisme *augmente significativement* (28 %) ou *légèrement* (40 %). Le tableau 1 montre que bien que la part totale de répondants s'attendant à ce que l'antisémitisme augmente est restée stable depuis 2015 (autour de 66 à 68 %), on observe un déplacement des réponses de *augmente légèrement* à *augmente significativement*.

Il est important, néanmoins, de factoriser les différences régionales. Les répondants d'Europe de l'Ouest sont beaucoup plus susceptibles que les Européens de l'Est de considérer l'antisémitisme comme menaçant et de constater une détérioration de la situation par rapport aux enquêtes précédentes. En fait, cette hausse peut être largement attribuée à l'équilibre régional de l'enquête, dont 8 répondants sur 10 résident en Europe de l'Est (cf section sur le profil des répondants).

Sûreté et sécurité

Le fait que l'antisémitisme soit perçu comme une inquiétude croissante et une menace majeure n'est pas nécessairement couplé au fait que l'Europe ne soit plus perçue comme sûre pour les juifs. On a demandé aux répondants comment ils percevaient la sécurité de vivre et de pratiquer en tant que juifs dans

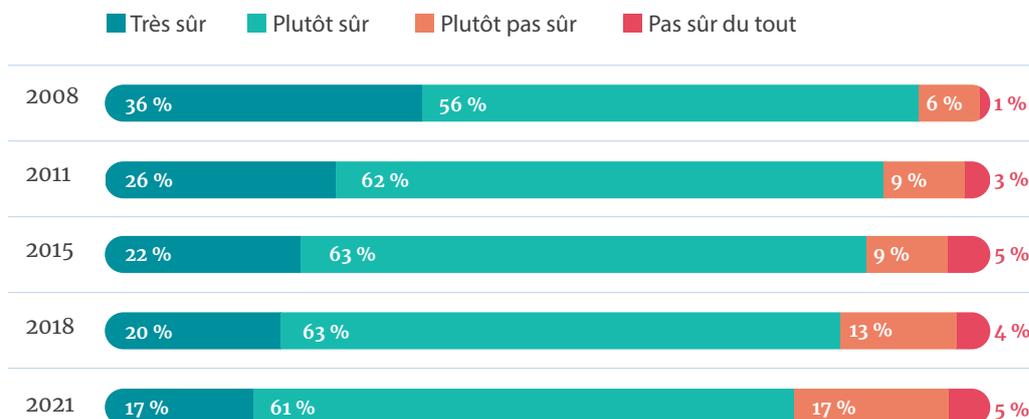
leurs villes. La plupart des dirigeants juifs se sentent en sécurité, avec 17 % se sentant *très sûrs* et 61 % *plutôt sûrs*. Seulement 17 % se sentent *plutôt pas sûrs* et seulement 5 % *pas sûrs du tout*. Ce sentiment de relative sécurité peut être lié au fait que 70 % des répondants pensent que leur gouvernement national répond adéquatement aux besoins de sécurité des communautés juives. L'existence de vives différences régionales, déjà apparentes en 2018, a été confirmée en 2021. Alors que 95 % de ceux à l'Est se sentent en sécurité dans leur ville, seulement 73 % se sentent en sécurité à l'Ouest.

D'un autre côté, un peu plus qu'un quart des Européens de l'Ouest (27 %) ne se sentent pas en sécurité dans leur ville, contre seulement 5 % de ceux de l'Est. Il est clair que le sentiment de sécurité à continuer à s'éroder en 2021 - chose déjà visible en 2018. Alors qu'en 2008, 36 % se sentaient *très sûrs* de vivre comme juifs dans leur ville, seulement 18 % se sentaient ainsi dans la dernière enquête. De même, ceux répondant *plutôt pas sûr* ont augmenté de 6 à 17 %.

Menaces pour le futur de la vie juive

Pour la première fois depuis que l'enquête est menée, l'inquiétude quant à la montée de l'antisémitisme est perçue comme

Figure 1. « Dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville dans laquelle vous résidez ? » Comparaison 2008-2021.



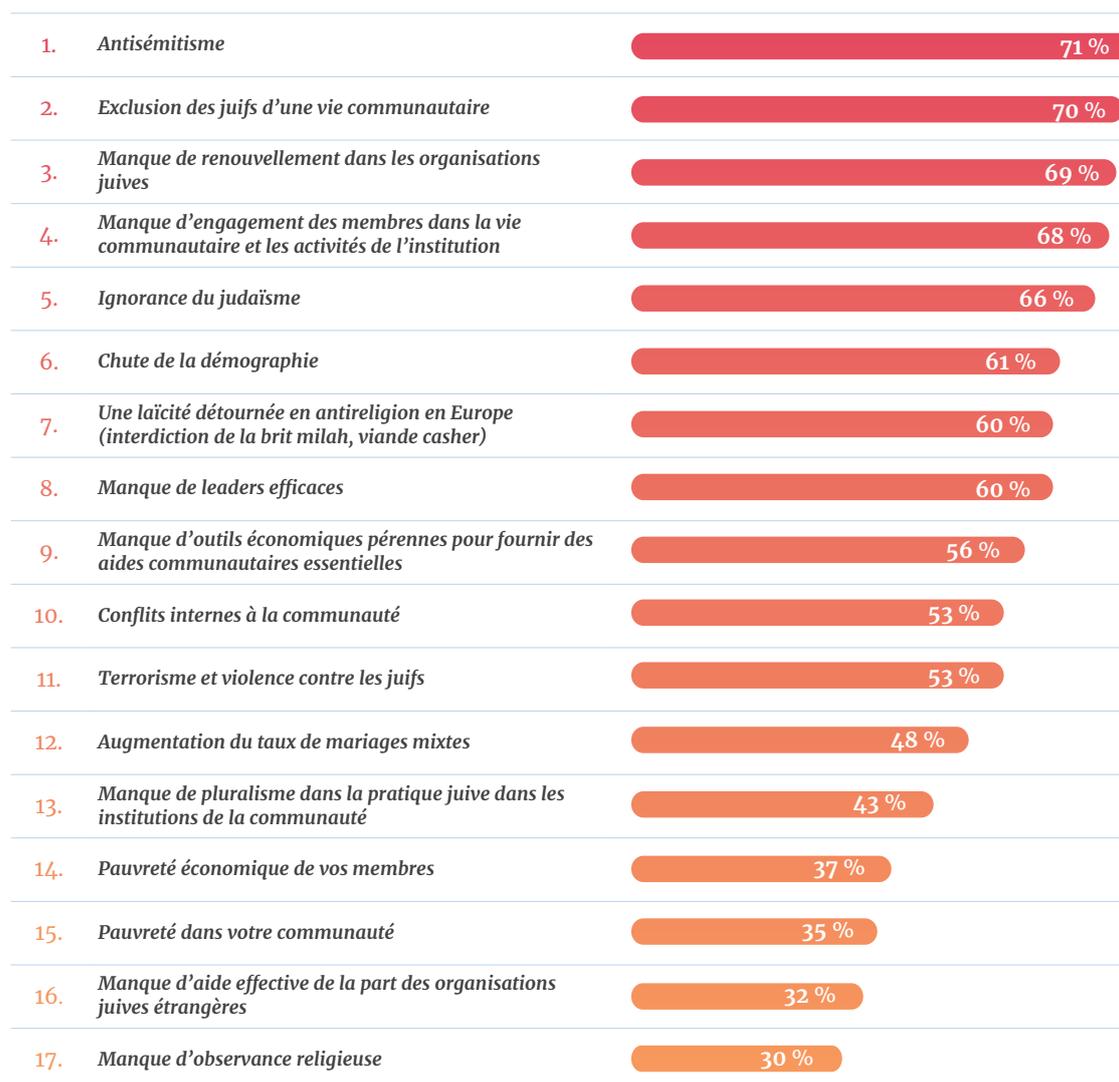
la menace la plus sérieuse sur le futur de la vie juive. Pourtant, cette menace *externe* est suivie par une série de menaces perçues relatives à des enjeux communautaires *internes* : *exclusion des juifs d'une vie communautaire* (70 %), *manque de renouvellement dans les organisations juives* (69 %), *manque d'engagement des membres dans la vie communautaire et les activités des institutions* (69 %), *ignorance du judaïsme* (66 %). Un fil rouge commun à ces enjeux est vraisemblablement l'inquiétude quant à la continuité de la vie communautaire comme engagement volontaire. La gestion de la pandémie peut

avoir limité la capacité des dirigeants et des organisations à faire face à ces aspects cruciaux de la vie communautaire juive.

A seulement quelques exceptions près, toutes les menaces sont perçues comme plus sérieuses que lors des enquêtes précédentes.

Le *manque d'outils économiques pérennes pour fournir des aides communautaires essentielles* a subi une hausse de 10 %, passant de 47 % en 2018 à 56 % en 2021. De même pour le *manque de leaders efficaces*, augmentant de 51 % en 2018 à 60 % dans la présente en-

Figure 2. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur de la vie juive dans votre pays ? » Part des répondants donnant une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5, 2021.



quête et les *conflits internes à la communauté* : 44 % dans les enquêtes précédentes contre 53 % en 2021.

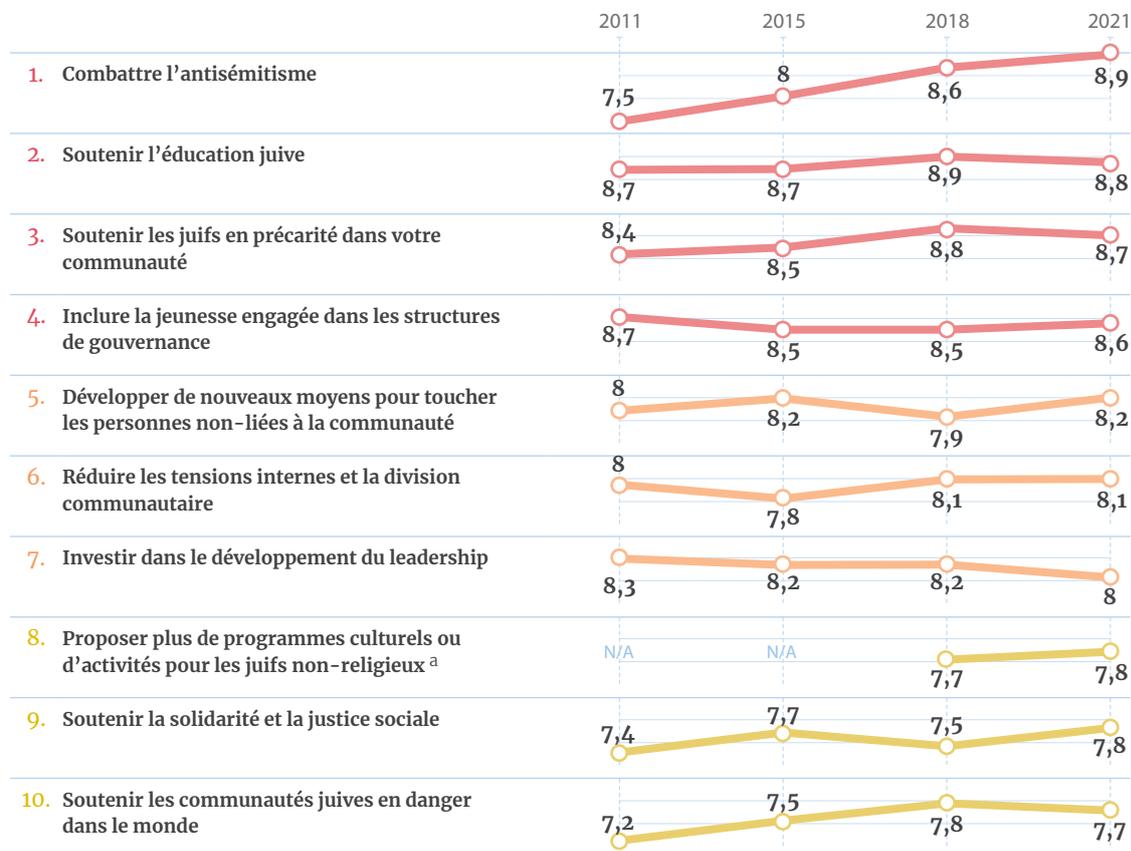
La *pauvreté dans votre communauté*, bien que pas parmi les menaces principales, a cru régulièrement de 10 % en 2008 à 35 % en 2021. Cette année, nous avons ajouté la *précarité économique de vos membres* (37 %), eu égard aux difficultés dues à la pandémie de COVID-19.

Un autre ajout nouveau a été une *laïcité détournée vers une antireligion en Europe (interdiction de la brit milah, viande casher)* et les résultats (60 %) montrent bien que le sujet inquiète.

Priorités futures pour les communautés juives

Lorsqu'on leur demande quelles causes communautaires doivent être priorisées sur les 5 à 10 prochaines années, les dirigeants de communautés juives concentrent leur attention sur la lutte contre l'antisémitisme et la continuité communautaire. Par ordre d'importance, leurs priorités principales sont *combattre l'antisémitisme, soutenir l'éducation juive, soutenir les juifs en précarité dans votre communauté, inclure la jeunesse engagée dans les structures de gouvernance et développer de nouveaux outils et moyens pour toucher les personnes non liées à la communauté*. Pour la première fois depuis la création de l'enquête en 2008, *combattre l'antisémitisme* est en tête des priorités communautaires. En outre, *développer de nouveaux outils et moyens pour*

Figure 3. Palmarès des dix priorités communautaires. Sur une échelle de 1 à 10 où 1 veut dire pas une priorité du tout et 10 veut dire top priorité. Comparaison 2011-2021.



a. Item introduit dans l'enquête de 2018

toucher les personnes non liées à la communauté est passé de la septième position en 2018 à la cinquième en 2021.

Impact de la pandémie de COVID-19 sur la vie communautaire juive

L'Enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens de 2021 a été menée un peu plus d'un an après que soit survenue la pandémie de COVID-19 et l'introduction des mesures de confinement et de distanciation sociale. L'enquête inclut des questions sur l'impact de la pandémie sur les différents aspects de la vie communautaire juive.

Sans surprise, la pandémie a affecté financièrement les institutions juives. 61 % des répondants déclarent que leur organisation a subi des pertes financières dues à la pandémie de COVID-19 (36 % ont répondu *oui, fortement* et encore 25 % *oui, mais des pertes gérables et mineures*). Il y a des différences régionales : plus de la moitié des répondants d'Europe de l'Est (56 %) répondent *oui, fortement*, contre 30 % en Europe de l'Ouest.

Comment les institutions juives ont-elles fait face à la crise de la COVID-19 ? De manière générale, l'(auto-)évaluation des répondants est positive. L'item qui a reçu la meilleure note est le *maintien des liens avec les personnes de la communauté*, avec 80 % des répondants lui donnant les meilleures notes. Il est suivi par la *capacité de transformer ses services grâce au numérique* (77 %), le *soutien et aide aux personnes les plus fragiles de la communauté* (76 %), l'*évaluation et adaptation aux besoins de la communauté* (70 %) et les *stratégies et actions pour maintenir la survie financière de votre institution* (66 %). L'item qui reçoit la note la plus basse est le *maintien des liens et l'engagement des personnes et recrutement de nouveaux bénévoles* (48 %). Étonnamment, les organisations n'ont pas l'air d'avoir capitalisé sur la bascule virtuelle de leurs programmes pour attirer les moins impliqués.

Lorsqu'on leur demande ce que sont les tâches organisationnelles les plus urgentes à l'aune de la pandémie de COVID-19, les répondants donnent les notes les plus hautes à deux items liés qui soulignent le désir de maximiser l'implication des juifs locaux. Il

Figure 4. « En réfléchissant vers le long terme, vers quelles priorités votre institution/organisation doit-elle aller ? Utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 veut dire très peu prioritaire et 10 veut dire urgence ».

1.	Développer des stratégies de sensibilisation vers de nouveaux groupes cibles	7,4
2.	Recruter de nouveaux bénévoles	7,3
3.	Investir dans la formation au leadership	7,1
4.	Améliorer la communication avec les membres de la communauté	6,9
5.	Aider les membres en situation précaire	6,9
6.	Repenser la vie communautaire globalement	6,7
7.	Renouveler les programmes et visions de votre organisation/institution	6,5
8.	Améliorer le dialogue/créer des partenariats avec d'autres institutions juives	6,5
9.	Revoir le modèle économique de l'institution	6,4

s'agit de *développer les stratégies de sensibilisation vers de nouveaux groupes et cibles* (7,4/10) et *recruter de nouveaux bénévoles* (7,3). D'autres priorités importantes sont *d'investir dans la formation au leadership* (7,1), *améliorer la communication avec les membres de la communauté* (6,9), *aider les membres en situation précaire* (6,9) et *repenser la vie communautaire globalement* (6,7).

A propos de l'impact de la pandémie sur la vie personnelle, 42 % des répondants disent que leur bien-être physique et psychologique a *empiré* (3 % *fortement empiré*). Ceci pourrait témoigner du fardeau accru placé sur les épaules des leaders en responsabilité lorsque la pandémie a commencé. 22 % déclarent également que leur situation financière a souffert, mais seulement 10 % que leurs relations avec les membres de leur foyer ont souffert. En fait, un quart (25 %) disent que ces relations se sont améliorées, vraisemblablement parce qu'ils ont pu passer plus de temps avec leurs proches.

Enjeux juifs de statut personnel

Les enjeux concernant les critères pour être membre et les politiques envers les familles mixtes sont importants dans toutes les communautés. La tendance générale est à l'inclusion et l'accommodation plutôt qu'à

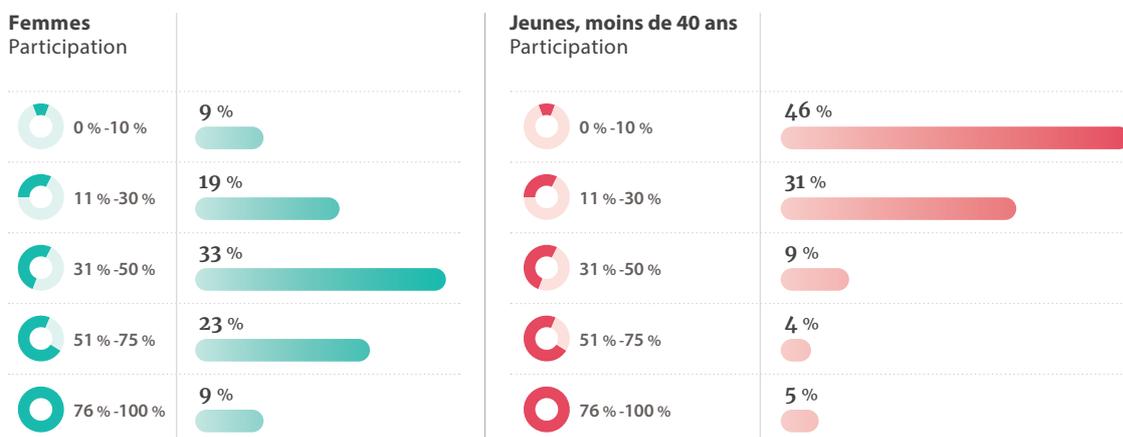
l'exclusion et la rigidité. 72 % sont d'accord qu'*inclure les familles mixtes dans la vie communautaire est un facteur essentiel pour la survie de notre communauté*, et 82 % considèrent que *votre communauté devrait mettre en place des espaces ou des programmes adéquats pour mieux intégrer les familles constituées par des couples mixtes*. Les attitudes concernant l'adhésion à la communauté varient selon la région et le courant juif. Les Européens de l'Est tendent à favoriser des politiques plus inclusives alors que les Européens de l'Ouest sont enclins à calquer leurs politiques sur la *halacha*.

La plupart des répondants sont pessimistes quant au futur des enjeux juifs de statut personnel dans leur communauté. 40 % pensent que ces enjeux vont *devenir plus problématiques* et 14 % pensent qu'elles *constitueront un danger pour la continuité de la communauté juive existante*.

Parité hommes-femmes et inclusion des jeunes dans les instances de prise de décisions

Les réponses à la question du pourcentage de participation de femmes dans le conseil d'administration de leur organisation étaient approximativement réparties en trois tiers : 27 % des répondants disent que 51 à 100 %

Figure 5. « Quel le pourcentage du conseil d'administration de votre organisation est... » .



de leur conseil d'administration est composé de femmes, 33 % que 31 à 50 % de leur conseil d'administration est composé de femmes et 32 % que leur conseil d'administration est composé de 30 % ou moins de femmes.

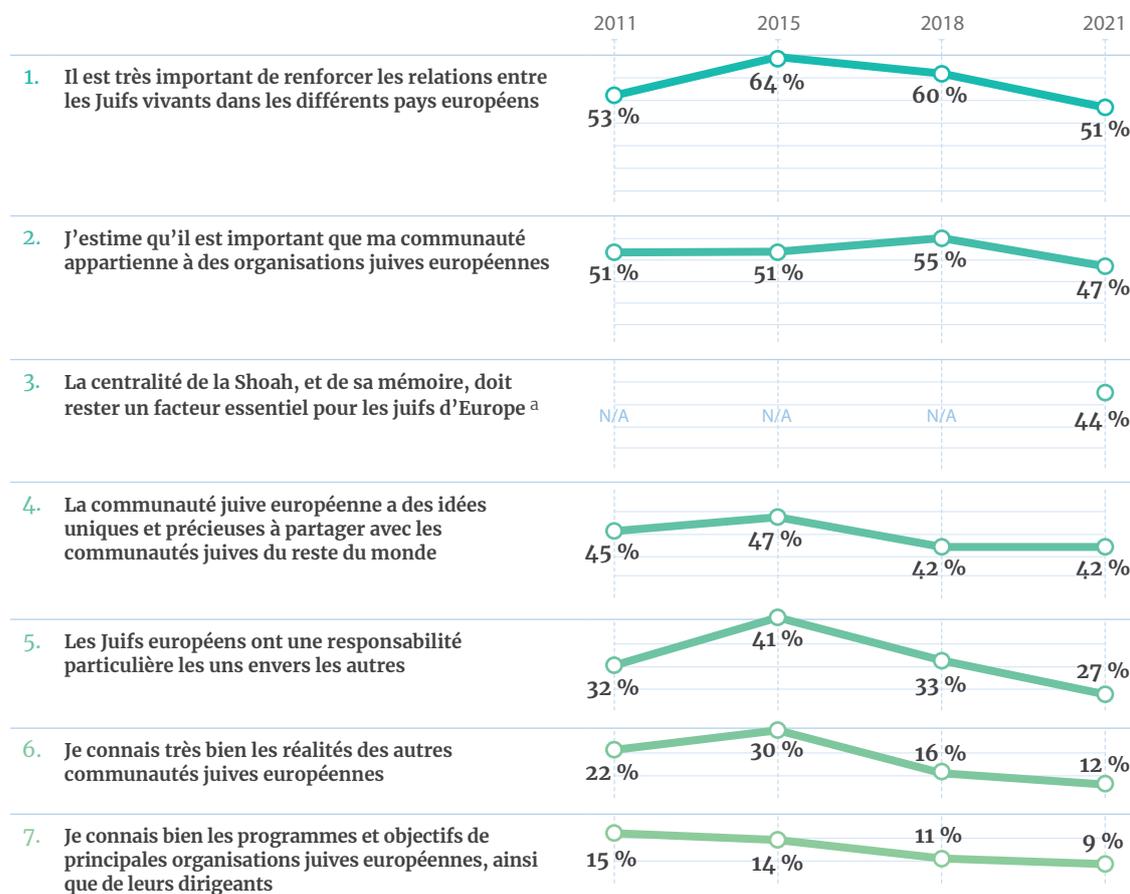
Concernant la présence de gens plus jeunes au conseil d'administration, une image très différente se dessine. Presque la moitié des répondants (46 %) constatent que les individus de moins de 40 ans sont entre 0 et 10 %, et 31 % indiquent que les gens plus jeunes représentent entre 11 et 30 %. Seulement 9 % déclarent que les gens plus jeunes représentent 51 % ou plus du conseil d'administration de leur organisation. Cela semble refléter le faible attrait que la vie communautaire juive établie revêt pour les gens plus

jeunes et indique que les institutions juives doivent œuvrer davantage à introniser une génération plus jeune de dirigeants.

Europe

L'Europe est populaire parmi les répondants, tant comme projet juif que comme projet politique général. Il y a un désir de renforcer les relations entre communautés juives et d'appartenir à des organisations juives européennes, en particulier en Europe de l'Est. Néanmoins, les résultats montrent que certaines affirmations à propos de l'Europe génèrent moins d'enthousiasme parmi les répondants que lors des enquêtes précédentes. La plupart des réponses montrent un déclin dans la catégorie de réponse *je suis*

Figure 6. Affirmations à propos des communautés juives européennes. Réponse *je suis tout à fait d'accord* seulement. Comparaison 2011-2021.



a. Item introduit dans l'enquête de 2021

tout à fait d'accord. Les dirigeants admettent avoir peu de connaissances directes quant aux autres communautés juives et qu'il y a peu d'intégration réelle.

Les dirigeants juifs européens sont-ils optimistes quant au futur? Ils sont divisés presque également entre optimistes et pessimistes : 47 % des dirigeants sont *tout à fait d'accord* ou *plutôt d'accord* avec l'affirmation *l'avenir de la communauté juive européenne est dynamique et positif* et 52 % avec *je suis optimiste quant à l'avenir de l'Europe*.

Israël

En 2018, les résultats montraient que le soutien à Israël semblait avoir gagné en vigueur auprès des dirigeants juifs en Europe. Les résultats de l'enquête de 2021 vont dans le même sens, même si cela pourrait refléter les caractéristiques de l'échantillon. 66 % étaient d'accord avec *mon soutien à Israël est sans réserve, quelles que soient les actions de son gouvernement*. L'affirmation semble moins clivante que lors des enquêtes précédentes (48 % en 2015 et 57 % en 2011). Il en va de même pour *j'ai parfois honte des actions du gouvernement israélien*, avec quoi seulement 39 % des répondants étaient d'accord, comparé à 48 % en 2011.

L'enquête confirme également les résultats de 2011, 2015 et 2018 qui manifestaient un accord écrasant (81 %) avec le fait que *les communautés juives devraient offrir l'opportunité à leurs membres de partager différentes opinions sur Israël et sa politique*. Il y a également un fort consensus (81 %) sur le fait que *les événements en Israël génèrent parfois une montée d'antisémitisme dans mon pays*. Cette observation est à mettre en lien avec un accord de 70 % sur le fait que *les médias de mon pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël*. Là encore, il y avait un fort clivage régional, avec 82 % des occidentaux qui voient les médias comme hostiles à Israël, contre seulement 26 % des orientaux.

De même, les Européens de l'Ouest (10 %) déclarent plus souvent que ceux de l'Est (4 %) que les divisions communautaires à l'égard d'Israël sont un problème. Dans la même veine, 33 % des Européens de l'Est ne constatent pas de division contre seulement 15 % à l'Ouest.

Le soutien à Israël est relativement variable selon l'âge, comme la section suivante le montre.

Jeunes dirigeants

Un fossé générationnel devient apparent, notamment sur trois sujets : Israël, l'antisémitisme et l'optimisme.

Les répondants âgés de 40 ans ou moins soutiennent moins volontiers Israël. Par exemple, le niveau d'accord diffère par tranche d'âge pour certaines affirmations à propos d'Israël : *Israël joue un rôle crucial dans le maintien du judaïsme en Europe* recueille 66 % d'assentiment chez les répondants de 40 ans ou moins contre 78 % par ceux de 41 à 55 ans et 86 % par ceux de 55 ans et plus. De même pour *mon soutien à Israël est sans réserve, quelles que soient les actions de son gouvernement* (51 % vs 65 % vs 71 %) et *tous les juifs ont le devoir de soutenir Israël* (60 % vs 72 % vs 80 %). Peut-être encore plus significativement, chez les répondants de 40 ans et moins, *soutenir l'Etat d'Israël* est considéré comme la priorité communautaire la moins importante sur 18 propositions.

Les répondants plus jeunes se sentent également moins menacés par l'antisémitisme, bien qu'ils considèrent aussi qu'il soit important. 60 % des répondants jeunes considèrent que l'antisémitisme est une menace très sérieuse comparé à 65 % entre 41 et 55 ans et 77 % chez les 55 ans et plus. De même pour le terrorisme et la violence contre les juifs, avec respectivement 36, 46 et 60 %.

Enfin, et remarquablement, les répondants les plus jeunes montrent plus d'optimisme

quant au futur de l'Europe et de ses juifs. 61 % des moins de 40 ans étaient d'accord avec l'affirmation *je suis optimiste quant à l'avenir de l'Europe* contre 52 et 50 % dans les tranches d'âges plus hautes. De plus, 64 % sont d'accord que *l'avenir de la communauté juive européenne est dynamique et positif* contre 45 et 43 % dans les tranches d'âges plus hautes. Il est frappant de constater que l'optimisme des répondants les plus jeunes à l'égard des juifs et de l'Europe est inversé par rapport aux répondants plus âgés. Contrairement aux résultats globaux de l'enquête, où les répondants sont légèrement plus optimistes quant au futur de l'Europe et moins quant à celui des juifs (52 % vs 47 %), ceux de moins de 40 ans sont plus optimistes sur le judaïsme européen que sur celui de l'Europe (64 % vs 61 %).

Tendances principales depuis 2008

Les cinq enquêtes menées au cours des 13 dernières années fournissent une base de données unique pour étudier l'évolution des opinions des dirigeants juifs européens. Ceci fera l'objet d'un rapport spécial qui sera diffusé prochainement. Comme dans les précédents rapports, l'existence de motifs récurrents sur de nombreux sujets valide la fiabilité des résultats des enquêtes précédentes. Cette caractéristique est d'autant plus frappante que la taille des échantillons a varié à chaque enquête, tout comme les proportions de répondants émanant de chaque pays. Cela suggère qu'un consensus communautaire juif stable en Europe a émergé sur de nombreux enjeux et opinions.

Parmi les aspects affichant une stabilité remarquable, on note les enjeux liés à la continuité et la viabilité des communautés juives en tant qu'engagement volontaire et proactif. Cela inclut, entre autres choses, l'importance de renforcer l'éducation juive, de mettre en œuvre des politiques pour toucher les non-affiliés et d'investir dans le développement du leadership, mais éga-

lement l'impératif d'inclure les générations plus jeunes dans les instances de prise de décisions. Même lorsque sondés dans le contexte post-COVID sur ce que seraient les tâches urgentes après la pandémie, les leaders insistent sur la nécessité de maximiser l'implication des juifs locaux comme la plus urgente des actions à entreprendre. C'est un indicateur puissant que les leaders sont bien au fait que leurs membres respectifs sont l'atout le plus précieux de leur communauté. Sans eux et leur implication active, tout l'édifice communautaire serait en péril.

L'opinion est plutôt stable sur les sujets liés au statut personnel et aux politiques communautaires envers les familles mixtes, avec des répondants se montrant relativement inclusifs et rejetant l'idée de la neutralité. L'inquiétude sur l'augmentation du taux de mariages mixtes est réelle mais elle est systématiquement en dessous des dix menaces estimées les plus sérieuses.

Toutefois, il y a aussi des changements dramatiques, dont le plus notable est l'augmentation soutenue à travers les années de l'inquiétude liée à l'antisémitisme comme menace réelle pour les juifs européens, qui entraîne une érosion du sentiment de sécurité urbaine des répondants. Même s'il y a un vif clivage régional entre l'Est et l'Ouest, cette inquiétude a augmenté régulièrement à travers les années partout en Europe. Le déclin démographique semble aussi occuper une place plus centrale pour les leaders, de même que la pauvreté comme menace pour la communauté.

A propos de l'échantillon de répondants

En comparaison avec les enquêtes précédentes, l'enquête de 2021 présente un nombre plus important de répondants (total de 1 054) et une plus forte part de résidents en Europe de l'Ouest (79 %), particulièrement en France (N=295) et, dans une moindre me-

sure, en Allemagne (N=169). Cela est dû au fait que dans ces deux pays, la communauté ou fédération nationale - le *Fonds Social Juif Unifié* et le *Zentralrat der Juden in Deutschland* - ont collaboré avec le JDC-ICCD pour toucher un plus grand nombre de répondants. A leur tour, ils peuvent utiliser des échantillons nationaux robustes fournissant une information fiable et à jour pour l'élaboration de leurs politiques. En outre, l'échantillon présent est plus équilibré en termes de genre : la proportion de femmes est de 42 % en 2021, alors qu'il n'était que de 32 à 35 % dans les précédentes enquêtes. L'échantillon est biaisé envers la génération plus âgée, avec 55 % des répondants au-delà de 55 ans et seulement 17 % en dessous de 40. Concernant les courants juifs, 35 % s'identifient comme *orthodoxes*, 24 % comme *massorti / conservatrice* ou *libéral* et 35 % comme *juifs culturels*¹. L'analyse statistique souligne la non-fiabilité prédictive de caractéristiques comme le genre, l'âge et le courant parmi les dirigeants de communautés juives européennes quant à la plupart des opinions sur les priorités et choix organisationnels des communautés. Par contre, la région (Europe de l'Est ou de l'Ouest) est un facteur prédictif sur des sujets tels que l'antisémitisme et la sécurité, et l'âge est prédictif sur les questions liées à Israël et l'optimisme quant au futur.

Pour réunir l'échantillon de répondants de cette enquête, nous avons considéré que les rôles suivants étaient des rôles de "dirigeants" et "professionnels communautaires": présidents et présidentes d'organisations-parapluie nationales ou fédérations,

présidents et présidentes et directeurs et directrices² exécutifs de fondations juives privées, organisations philanthropiques et autres initiatives de financement privé, présidents et représentants principaux de communautés juives organisées au niveau des villes, directeurs exécutifs et coordinateurs de programmes, ainsi que membre actuels et passés de conseils d'administration d'organisations juives, directeurs et directeurs exécutifs d'agences juives ou de département en charge d'œuvres sociales juives, directeurs et coordinateurs de programmes de corps et départements éducatifs dans des fédérations ou communautés, proviseurs d'écoles juives, éducateurs informels juifs éminents, dont les rabbins, directeurs et coordinateurs de programmes de départements jeunesse dans des fédérations ou communautés, directeurs et directeurs éducatifs de centres communautaires juifs, équipes en charge de la programmation d'initiatives juives non-institutionnelles, jeunes activistes éminents, entrepreneurs médias juifs d'influence et donateurs significatifs aux communautés.

¹ *nldt*: Ce terme a été traduit du terme usuel dans les communautés anglo-saxonnes "*cultural Jews*" pour regrouper les juifs qui ne se disaient affiliés à aucun courant religieux en particulier, i.e. ayant sélectionné comme affiliation religieuse *laïc* ou *juif tout court*.

² *nldt*: En grammaire anglaise, les substantifs ne sont pas genrés et la liste de rôles décrits apparaît donc neutre. Nous avons fait le choix de traduire de manière double (féminin et masculin) les rôles pour ces premières fois pour indiquer l'attention du rapport aux *leaders juifs* de tous les genres. Néanmoins, par souci de clarté, dans la suite du rapport, ils n'apparaîtront qu'au masculin grammatical - sans que cela n'indique de biais de genre : le rapport doit être lu comme s'appliquant également à tous. Pour plus de matière à ce sujet, lire le chapitre VIII sur l'inclusion des femmes dans la gouvernance.

I. Priorités communautaires et menaces

Un des objectifs premiers de l'*Enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens* est d'identifier les priorités et défis principaux des communautés juives européennes d'aujourd'hui. En outre, l'enquête examine les perceptions qu'ont ces dirigeants et professionnels sur les enjeux et menaces les plus sérieuses qui pèsent sur le futur de la vie juive dans leurs pays respectifs.

Priorités futures

On a demandé aux répondants de noter 18 causes communautaires selon leur priorité, de 1 (pas une priorité du tout) à 10 (top priorité) (figure 7). Les priorités les plus hautes en 2021 (notées 8 ou plus) sont : *combattre l'antisémitisme* (8,9), *soutenir l'éducation juive* (8,8), *soutenir les juifs en précarité de votre communauté* (8,7), *inclure la jeunesse engagée dans les structures de gouvernance* (8,6), *développer de nouveaux outils et moyens pour toucher les personnes non liées à la communauté* (8,2), *réduire les tensions internes et la division communautaire* (8,1) et *investir dans le développement du leadership* (8).

L'ordre global des priorités a peu changé depuis 2011. Néanmoins, le changement important concernant *combattre l'antisémitisme*, qui est pour la première fois la première priorité, est remarquable. En fait, *combattre l'antisémitisme* a monté régulièrement dans l'ordre des priorités à travers les années, montant de la septième position en 2011 à la troisième en 2018 puis la première dans l'enquête actuelle. Cela reflète une inquiétude croissante, en particulier en Europe de l'Ouest. De plus, *développer de nouveaux outils et moyens pour toucher les personnes non liées à la communauté* est monté de la septième à la cinquième position entre 2018 et 2021.

Il n'y a pas de changement parmi les priorités les plus faibles. Néanmoins, toutes ont reçu

des notes plus élevées que lors des enquêtes précédentes. Parmi les items les moins priorités, *renforcer le rôle de "think tank" pour influencer le débat politique national* (6,9) a grimpé le plus, en particulier parmi les répondants d'Europe de l'Ouest. *Favoriser l'utilisation des lieux et sites communautaires pour des débats ouverts sur les grands sujets de société* semble plus important à présent (7,4 vs 6,8 en 2018).

Divers sous-groupes évaluent les causes communautaires différemment des répondants en général. L'âge joue un rôle en la matière, avec les répondants de plus de 55 ans considérant certaines priorités comme plus importantes que ceux des autres tranches d'âge : *combattre l'antisémitisme* (9 vs 8,3 dans le groupe de 40 ans et moins), *développer de nouveaux outils et moyens pour toucher les personnes non liées à la communauté* (8,3 vs 7,8), *soutenir la solidarité et la justice sociale* (7,9 vs 7,2), *soutenir les communautés juives en danger dans le monde* (7,9 vs 7,3) et *le développement d'une politique efficace en matière de mariages mixtes* (7,1 vs 6,4). L'écart d'âge visible sur *soutenir l'Etat d'Israël* est remarquable : parmi les répondants de 55 ans et plus, cet item reçoit un score de 7,8 contre 6 parmi ceux de 40 ans et moins (écart de presque 2 points). En outre, *soutenir l'Etat d'Israël* est l'item qui recueille la note la plus basse parmi les répondants les plus jeunes. Un séquençage par l'âge peut être clairement établi pour certains items, avec la tranche médiane se trouvant au centre.

Concernant les différences selon le genre, les répondantes femmes attribuent des scores plus hauts aux priorités liées à l'amélioration des relations internes et externes et, incidemment, la résilience de la communauté, comme *renforcer le dialogue interreligieux* (7,2 vs 6,8 chez les répondants hommes), *réduire les tensions internes et la division communautaire* (8,3 vs 7,9) et *soutenir la solidarité et la justice sociale* (8,1 vs 7,5).

Il y a peu de différences régionales entre l'Est et l'Ouest. Cela pourrait indiquer que sur de nombreux aspects (mais pas tous), l'écart entre les réalités des communautés juives

en Europe de l'Est et de l'Ouest se réduit ou disparaît. Les répondants d'Europe de l'Est accordent plus d'emphase à *proposer plus de programmes culturels ou d'activités pour*

Figure 7. Causes communautaires. « Précisez celles dont vous pensez qu'elles doivent être prioritaires pour les 5 à 10 prochaines années ». Réponses sur une échelle de 1 à 10 pour 2011-2021.



a. Item introduit dans l'enquête de 2018

les juifs non-religieux (8,3 vs 7,6 en Europe de l'Ouest) et *renforcer l'art et la culture juive* (8 vs 7,4). Les Européens de l'Ouest donnent plus d'importance à *soutenir l'Etat d'Israël* (7,5 vs 7) et particulièrement à *renforcer le rôle de "think tank" pour influencer le débat politique national* (7,1 vs 6).

Il y a un consensus global parmi les courants juifs, en dépit de certains items prévisiblement partisans. Par exemple, *le renforcement de la vie religieuse* (7,8) et *soutenir l'Etat d'Israël* (7,5) sont notés plus haut chez les orthodoxes. *Encourager le pluralisme interne* (8) est la plus haute priorité chez les massorti, libéraux et réformés (abrégé MLR). *Favoriser l'utilisation des lieux et sites communautaires pour des débats ouverts sur les grands sujets de société* (7,6) et *proposer plus de programmes culturels ou d'activités pour les juifs non-religieux* (8,2) obtient les scores les plus élevés chez les juifs culturels (*laïcs* ou *juifs tout court*). Pour autant, et de manière intéressante, ce dernier item reçoit des notes assez élevées chez les orthodoxes (7,3) et chez les MLR (7,6) également.

Il y a peu de différences entre les professionnels communautaires et représentants élus³ selon leur rôle respectif dans la communauté. Les premiers accordent plus d'importance à *investir dans le développement du leadership* (8,3 vs 7,8) alors que les seconds mettent davantage l'emphase sur *soutenir l'Etat d'Israël* (7,6 vs 6,8).

Menaces pour le futur de la vie juive

On a demandé aux répondants de noter 17 items qui peuvent être perçus comme des menaces sérieuses pour le futur de la vie juive dans leur pays, à la fois internes et externes à la communauté, sur une échelle à 5 points, où 1 indique *pas du tout menaçant* et 5 *me-*

“Il faut fluidifier les relations entre les différents courants juifs, y compris les juifs non-pratiquants, et créer plus d'options d'implication communautaire non-religieuse.”
(Professionnel communautaire, France)

“L'antisémitisme a pénétré les espaces politiques traditionnels et est devenu beaucoup plus toléré.” (Représentante élue, Royaume-Uni)

nace forte. La figure 8 montre que l'enjeu le plus perçu comme menaçant par une majorité de dirigeants en 2021 (mesuré par le pourcentage de répondants ayant attribué un 4 ou 5) est *l'antisémitisme* (71 %). Cet item est à la première position, ce qui témoigne d'une hausse considérable depuis les enquêtes précédentes. Comme nous le verrons dans les sections suivantes, ceci est largement attribuable à l'équilibre régional (Europe de l'Est vs de l'Ouest) et au nombre de répondants par pays dans l'enquête présente.

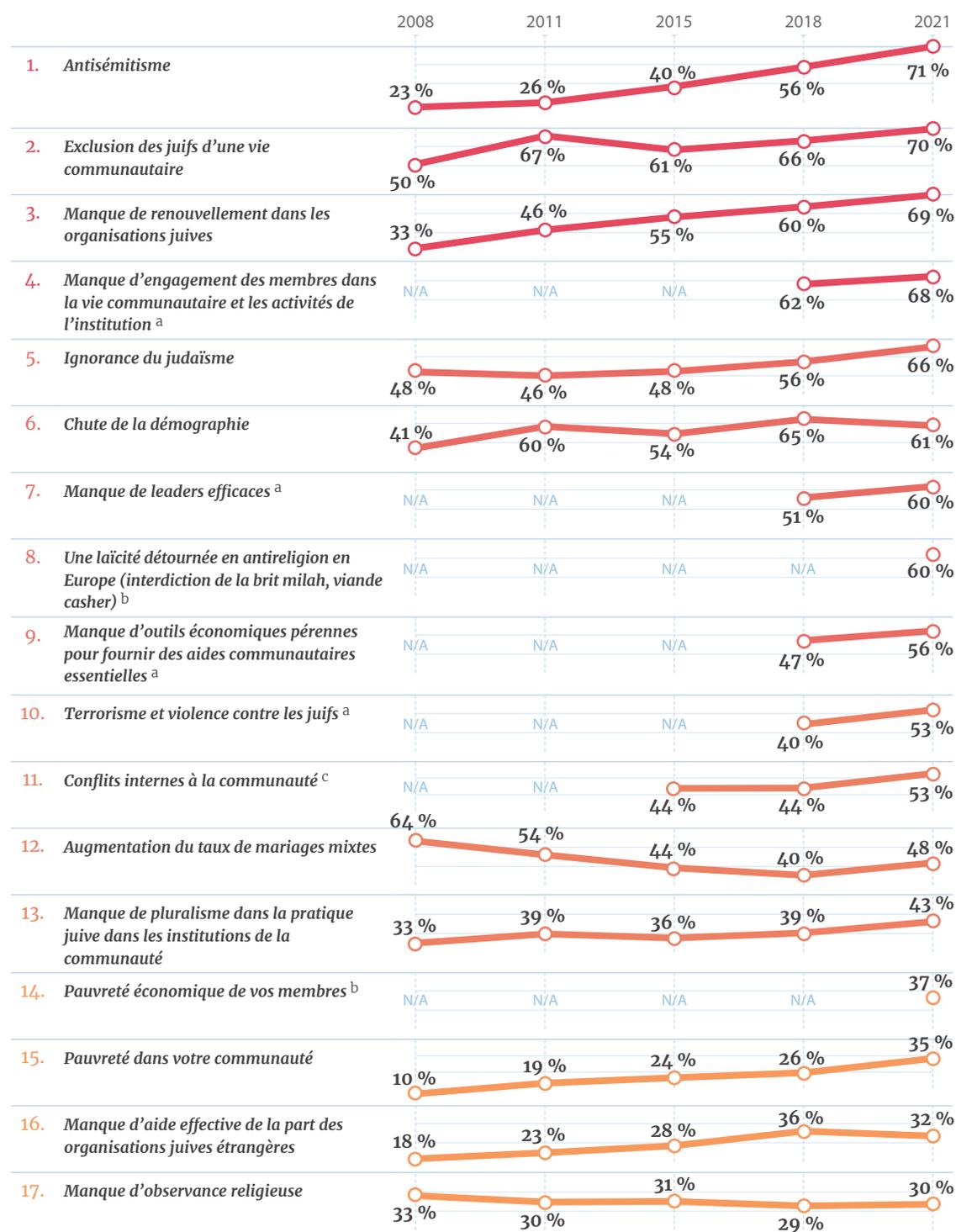
L'inquiétude au sujet de l'antisémitisme est suivie par une série de menaces perçues comme des enjeux communautaires internes : *exclusion des juifs d'une vie communautaire* (70 %), *manque de renouvellement dans les organisations juives* (69 %), *manque d'engagement des membres dans la vie communautaire et les activités de l'institution* (68 %) et *ignorance du judaïsme* (66 %). Il y a vraisemblablement un fil conducteur qui les relie, à savoir une inquiétude quant à la pérennisation de la vie communautaire juive comme engagement volontaire. En général, et avec peu d'exceptions, toutes les menaces sont évaluées comme plus sérieuses que dans les enquêtes

³ ndlt: Traduit de l'anglais "lay leaders"

précédentes. La chute de la démographie (61 %) continue d'être perçue comme une menace importante. La perception du manque d'outils économiques pérennes pour

fournir des aides communautaires essentielles a subi une hausse de près de 10 %, grim pant de 47 % en 2018 à 56 % en 2021. De même pour le manque de leaders efficaces,

Figure 8. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » Part des répondants donnant une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5. Comparaison 2008 – 2021.



a. Item introduit dans l'enquête de 2018 b. Item introduit dans l'enquête de 2021 c. Item introduit dans l'enquête de 2015

qui grimpe de 51 % en 2018 à 60 % dans la présente enquête, et les *conflits internes à la communauté* (44 % dans les enquêtes précédentes vs 53 % en 2021). L'*augmentation des mariages mixtes* (48 %), bien que perçue comme une plus forte menace qu'en 2018, reste en dehors des 10 menaces perçues comme les plus fortes. La *pauvreté dans votre communauté*, bien que ne figurant pas parmi les menaces principales, montre une hausse régulière au cours des années. En lien avec cela, on notera la *précarité économique de vos membres* (37 %), un item ajouté pour la première fois dans l'enquête de cette année au vu des difficultés suscitées par la pandémie de COVID-19. Un autre ajout nouveau a été *une laïcité détournée vers une antireligion en Europe (interdiction de la brit milah, viande casher)* (60 %) et les résultats montrent bien que le sujet inquiète.

En termes de nuances régionales, les répondants d'Europe de l'Ouest évaluent clairement un certain groupe de menaces avec plus d'attention. Les écarts les plus remarquables sont perceptibles sur les menaces externes : *terrorisme et violence contre les juifs* (62 % à l'Ouest vs 21 % à l'Est), *une laïcité détournée vers une antireligion en Europe* (68 % vs 30 %) et *l'antisémitisme* (46 % vs 33 %). D'autres différences sont observables quant au *manque de pluralité dans la pratique juive dans les institutions de la communauté* (46 % vs 33 %), le *manque de leaders efficaces* (62 % vs 53 %) et le *manque de renouvellement dans les organisations juives* (71 % vs 63 %). Les répondants d'Europe de l'Est ne considèrent qu'une seule menace comme plus sérieuse : le *manque d'aide effective de la part des organisations juives étrangères* (41 % à l'Est vs 29 % à l'Ouest).

Il y a quelques différences significatives entre les courants juifs en dehors de celles auxquelles on pourrait s'attendre. Pour les juifs orthodoxes, *une laïcité détournée vers une antireligion en Europe* est une menace plus sérieuse que pour les MLR et les juifs culturels (72 % vs 52 % vs 50 % respectivement).

“La connaissance du judaïsme, y compris par des juifs très laïcs, est essentielle à la viabilité de la communauté, qui a toujours été caractérisée par la connaissance de sa propre culture.”
(Représentant élu, Belgique)

“Les communautés doivent fonctionner – mais pour cela, les membres doivent aussi faire quelque chose – participer, prendre leurs responsabilités, montrer par une contribution active que la communauté compte pour eux.”
(Rabbin, Allemagne)

“On peut envoyer nos membres ou militants les plus jeunes à autant de programmes de développement du leadership fondés sur des valeurs juives qu'on veut. Mais si on ne les intègre pas aussi vite que possible dans les différentes organisations, la communauté n'y gagnera rien. Plus : elle y perdra.” (Professionnel communautaire, Pologne)

“De nouvelles formes de pauvreté menacent les membres de la communauté : les jeunes, les familles monoparentales ainsi que les familles durement touchées par la crise sanitaire avec des activités professionnelles en sommeil.”
(Représentant élu, France)

“Le défi majeur auquel nous faisons face est de connecter les juifs plus profondément au judaïsme, aux valeurs juives et à la communauté en le rendant plus riche de sens pour eux.” (Professionnel communautaire, Royaume-Uni)

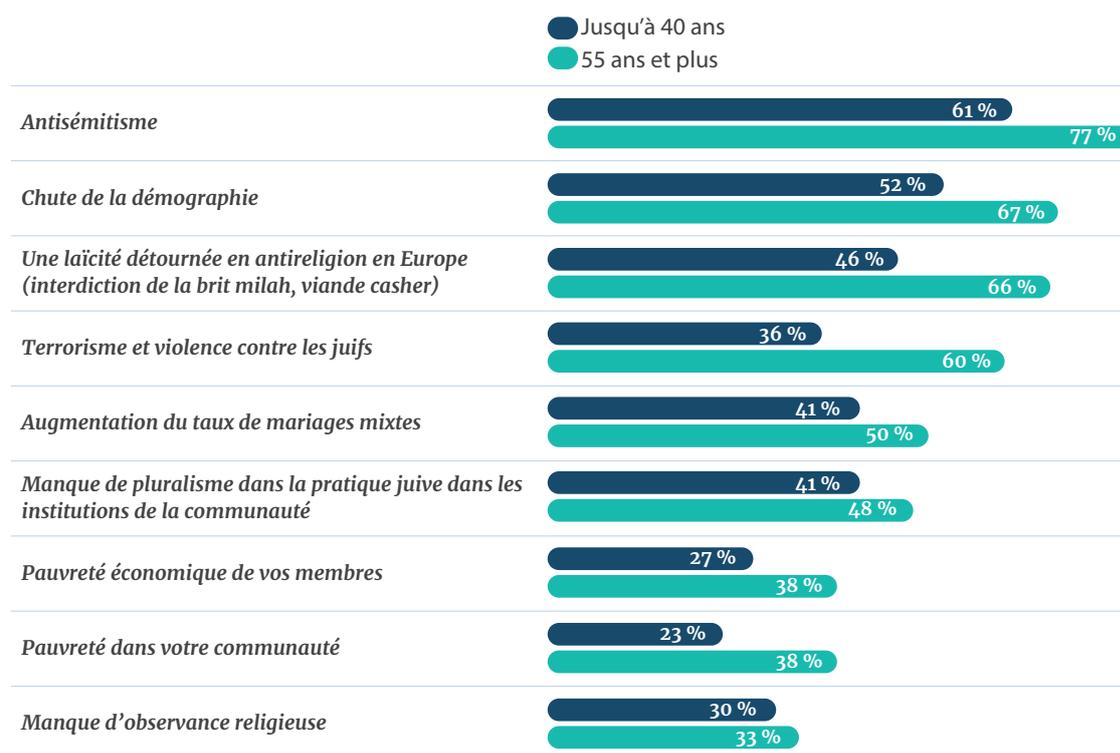
“Nombreux sont ceux qui ne se sentent pas représentés par les communautés comme forme organisée de vie juive ; il n’y a que peu d’options pour ceux qui ne définissent pas leur judéité religieusement (...) Une véritable inclusion des jeunes, des membres de la communauté LGBTQ et des juifs patrilinéaires existe rarement. Cela rend la communauté de moins en moins attrayante et crée un appel pour d’autres initiatives qui s’établissent en dehors de la vie des communautés.”
(Représentant élu, Allemagne)

“Proscrire la brit milah est l’une des formes les plus pernicieuses d’antisémitisme.”
(Activiste juif, Lettonie)

Toutefois, le fait que la moitié des deux autres groupes considère ces tendances comme menaçantes démontre que les juifs pratiquants sont loin d’être les seuls à percevoir la liberté religieuse sur le continent comme fragilisée. D’un autre côté, l’augmentation du taux des mariages mixtes semble être une préoccupation plus propre aux juifs orthodoxes (66 %), par rapport aux MLR et juifs culturels (38 % chacun). Pour leur part, les MLR sont plus préoccupés du manque de pluralité dans la pratique juive dans les institutions de la communauté (51 % vs 36 % chez les orthodoxes) et moins inquiets de la pauvreté dans votre communauté (22 % vs 42 % chez les orthodoxes et 35 % parmi les juifs culturels) et la précarité économique de vos membres (26 % vs 40 % vs 38 % respectivement).

Il y a des différences d’âge entre les tranches d’âge. De manière générale, on peut affirmer que plus le répondant est jeune, moins il s’inquiète de l’antisémitisme, du terrorisme et vio-

Figure 9. « Parmi ces menaces internes et externes, lesquelles représentent selon vous les menaces les plus sérieuses pour le futur de la vie juive dans votre pays ? » Part des répondants donnant une note de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5. Comparaison entre tranches d’âge sur des items choisis.



“Le plus grave problème dans ma communauté est le manque d’implication. Nous ne sommes pas intéressants, nous n’avons rien à offrir, nous ne sommes utiles à nos membres en rien. Chacun de nos membres s’est trouvé aliéné à un moment pour une raison ou une autre. Le judaïsme est ennuyeux, peu stimulant et manque de pertinence dans leur vie moderne. Les membres devraient être aimés, et l’acceptation est cruciale pour bâtir une communauté juive inclusive où chacun peut trouver sa façon d’être juif par soi-même.”
(Activiste juif, Italie)

lence contre les juifs, de l’augmentation du taux de mariages mixtes, de la pauvreté dans votre communauté et de la précarité économique de vos membres. De même, les répondants âgés de 55 ans et plus évaluent l’antisémitisme, la chute de la démographie, une laïcité détournée vers une antireligion en Europe, les conflits internes à la communauté et le manque de pluralité dans la pratique juive dans les institutions de la communauté comme plus menaçants.

Les répondants hommes sont plus préoccupés par l’augmentation du taux de mariages mixtes (53 % vs 40 %), les répondantes femmes par l’antisémitisme (74 % vs 69 %) et le manque de pluralité dans la pratique juive dans les institutions de la communauté (49 % vs 41 %). Néanmoins, au-delà de ces sujets, on ne remarque pas de différence entre les genres, ni entre les représentants élus et les professionnels. La seule différence significative est l’augmentation du taux de mariages mixtes, que les volontaires perçoivent comme plus menaçant (53 % vs 37 %).

II. Enjeux communautaires internes

Tensions entre courants

Les tensions communautaires internes tendent à se nouer autour de divergences religieuses ou idéologiques. Pour en comprendre le contexte, il faut comprendre la typologie générale des courants des répondants. Ils étaient répartis assez également : 37 % d'orthodoxes, 26 % de MLR (massorti, libéraux et réformés) et 37 % de juifs culturels. L'échantillon témoignait d'un léger déséquilibre entre ceux revendiquant une perspective religieuse (56 %) et ceux revendiquant une perspective non-pratiquante (44 %).

Quand on demande aux répondants *dans quelle mesure ressentez-vous, aujourd'hui, des tensions entre les différents courants religieux au sein de votre communauté ?*, la réponse la plus fréquente (41 %) est que ces tensions existent mais sont *gérables*. L'évaluation générale des tensions rapportée dans la figure 10 suggère une certaine stabilisation depuis 2015 mais avec une tendance haussière légère de ceux constatant des tensions soit *gérables* soit *sérieuses* entre courants. Ceux qui font part de tensions soit *gérables* soit *sérieuses* sont passés de 53 % en 2015 à 55 % en 2018 puis 60 % en 2021.

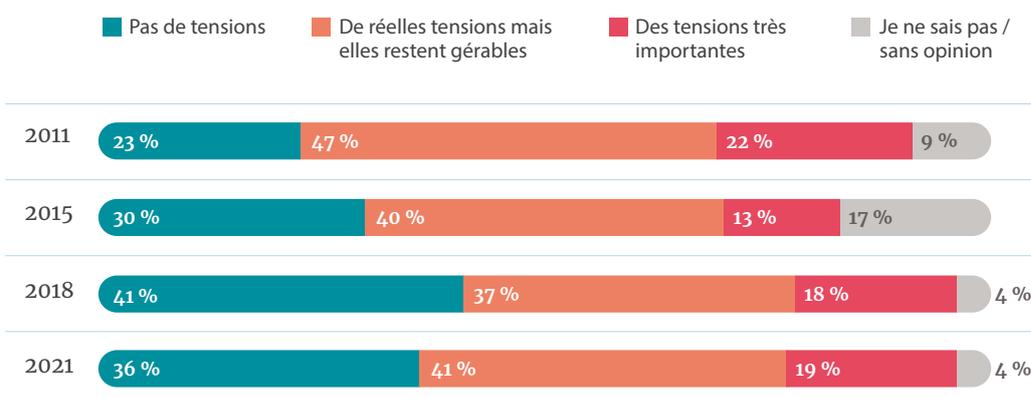
Les Européens de l'Ouest, les MLR et les professionnels communautaires constatent plus de tensions communautaires que les autres sous-groupes.

Adhésion comme membre de la communauté

On a demandé aux répondants d'indiquer leur accord ou désaccord avec une série de cinq affirmations relatives aux politiques sur l'adhésion comme membre d'une communauté juive. Cette question a évidemment trait à un sujet bien plus large : qui devrait être considéré comme juif ? Les réponses ci-dessous sont, bien sûr, l'agrégation des leaders communautaires européens et ne reflètent aucune communauté en particulier. Néanmoins, elles donnent un point de vue intéressant sur ces questions contentieuses ainsi que sur la façon dont les opinions ont évolué depuis 2008.

Les cinq affirmations varient entre l'approche normative de la *halacha* (loi juive) et une approche plus sociologique ou d'auto-définition. Vu la nature épineuse de la question de l'adhésion à la communauté, on a rapporté les réponses des catégories *tout à fait d'ac-*

Figure 10. « Dans quelle mesure ressentez-vous, aujourd'hui, des tensions entre les différents courants religieux au sein de votre communauté ? » Comparaison 2011-2021.



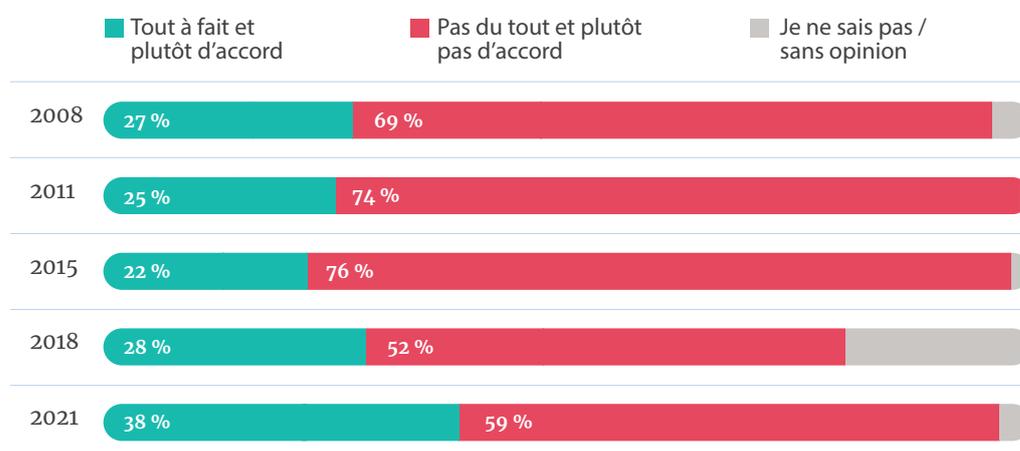
cord et pas du tout d'accord pour 2021. Même si les préférences générales sur l'adhésion restent inchangées par rapport aux enquêtes précédentes, une certaine baisse des *tout à fait d'accord*, et en miroir, une hausse des *pas du tout d'accord* dans les réponses suggèrent une évolution vers une réponse légèrement plus normative de la part des répondants.

Le plus fort consensus se situe autour d'une politique d'acceptation de *toute personne convertie sous la supervision d'un rabbin, quel que soit le courant de ce dernier* avec 48 % *tout à fait d'accord* et 14 % *pas du tout d'accord*. 42 % étaient *tout à fait d'accord* que *toute personne avec un père juif devrait avoir le droit de devenir membre de la communauté* et 15 % *pas du tout d'accord*. La politique selon laquelle *toute personne avec au moins un des grands-parents juif devrait avoir le droit de devenir membre de la communauté* met 26 % des répondants *tout à fait d'accord* et 25 % *pas du tout d'accord*. L'approche halachique, i.e. *seuls ceux nés de mère juive ou convertis sous supervision orthodoxe devraient avoir le droit de devenir membre de la communauté* met 22 % de répondants *tout à fait d'accord* et 42 % *pas du tout d'accord*. La plus forte opposition se manifeste contre une politique d'acceptation de *toute personne se considérant comme juive* avec 12 % *tout à fait d'accord* mais 47 % *pas d'accord du tout*.

Pour identifier l'opinion majoritaire, il faut inclure les réponses *plutôt d'accord* dans l'analyse. Une fois celles-ci ajoutées, les critères les plus consensuels d'adhésion comme *membre à la communauté juive* sont d'être *converti sous la supervision d'un rabbin, quel que soit le courant de ce dernier* (75 %), d'avoir un *père juif* (71 %) et *au moins un des grands-parents juifs* (54 %).

Comme on pouvait s'y attendre, les attitudes quant à l'adhésion à la communauté varient selon les régions et courants juifs. Les répondants d'Europe de l'Est tendent à favoriser des politiques plus inclusives (*un père juif* a recueilli des réponses *tout à fait d'accord* ou *plutôt d'accord* de 90 % à l'Est contre 66 % à l'Ouest, *au moins un des grands-parents juifs* 85 % vs 45 %), alors que les Européens de l'Ouest favorisent davantage la politique halachique normative (45 % vs 21 %). Comme montré dans la figure 11, l'accord avec l'affirmation *seuls ceux nés de mère juive ou convertis sous supervision orthodoxe devraient avoir le droit de devenir membre de la communauté*, qui reflète l'approche halachique, est à 38 %, ce qui est son plus haut niveau depuis le début de cette enquête en 2008. Il faut néanmoins garder à l'esprit le fait que l'échantillon a varié à chaque enquête, surtout entre 2018 et 2021, tant en termes de nombre de répondants que de proportion de chaque

Figure 11. Réponses à l'affirmation « Seuls ceux nés de mère juive ou convertis sous supervision orthodoxe devraient avoir le droit de devenir membre de la communauté ». Comparaison 2008-2021.



pays ainsi que leur auto-définition quant aux courants juifs.

Politique communautaire sur les mariages mixtes et couples mixtes

Quelle devrait être la politique communale sur les mariages mixtes et l'éducation des enfants de couples mixtes ? Huit approches à cette question ont été soumises à *accord* ou *désaccord*. Il y a un consensus que les communautés doivent avoir une politique, avec 74 % des répondants opposés à ce que leur communauté *reste neutre, c'est-à-dire que la communauté ne devrait pas avoir de politique sur les mariages mixtes*. Les répondants semblent distinguer l'approche entre la notion d'appartenance civile - sur laquelle ils témoignent d'une approche plus souple - et la question des rituels religieux tels que les mariages ou les conversions. Ainsi, 69 % étaient d'accord et 31 % pas d'accord avec l'affirmation que *les couples mixtes devraient avoir le droit de devenir membres de notre communauté*. La tendance à favoriser l'inclusion se confirme par le fait que 88 % ne sont pas d'accord avec l'affirmation *je soutiens fermement l'interdiction faite aux couples mixtes de devenir membre de notre communauté*. En conséquence, 82 % pensent que leur communauté *devrait mettre en place des espaces ou des programmes adéquats pour mieux intégrer les familles constituées par des couples mixtes*. Ceci est sans doute attribuable au fait que 72 % sont d'accord qu'*inclure les familles mixtes dans la vie communautaire est un facteur essentiel pour la survie de notre communauté*. L'opinion la plus répandue, avec laquelle 86 % des répondants étaient d'accord, est que *tous les enfants de couples mixtes, qu'ils soient de mère ou de père juif, devraient être admis en école juive*. Ce résultat est surprenant vu les résultats ci-dessous et la part significative des orthodoxes qui soutiennent une approche halachique de la judéité.

Il y a une division concernant les mariages en soi, avec une majorité de 55 % pas d'accord

avec l'affirmation que *les couples mixtes devraient avoir le droit de célébrer un mariage juif dans notre communauté*, alors que 45 % soutenaient cette idée. Il y avait une scission similaire sur la proposition que les époux non juifs ou les épouses non -juives devraient être activement encouragé(e)s à se convertir au judaïsme dans notre communauté avec 49 % en faveur et 51 % opposés.

Prévisions sur les questions de statut personnel

On a demandé aux répondants s'ils pensent que les questions de statut personnel dans leur communauté vont devenir plus ou moins problématiques dans les 5 à 10 années à venir. La plupart sont pessimistes, avec 40 % s'attendant à ce qu'elles deviennent plus problématiques et 14 % qui pensent qu'elles *constitueront un danger pour la continuité de la communauté juive existante*. Le pessimisme est approximativement au même niveau qu'en 2011 où il se trouvait à 56 %. Les 6 % qui pensent que ces questions vont devenir moins problématiques manifestent de l'optimisme minimal qui existe parmi les répondants. Ceci est encore plus prononcé que dans les itérations précédentes de l'enquête (9 % en 2018 et 2015 et 10 % en 2011). Les 40 % restants attendent peu de changement par rapport à l'état actuel des choses.

Il vaut la peine de remarquer qu'il n'y a pas de différence statistiquement significative dans l'évaluation des problèmes de statut personnel en termes de profession, rôle dans la communauté, tranche d'âge ou genre. Par contre, une différence régionale suggère que le problème est plus grand dans les communautés d'Europe de l'Ouest puisque 56 % des Européens de l'Ouest indiquent les deux options pessimistes contre seulement 56 % des Européens de l'Est.

III. Situation financière et financement

Cette année, pour la première fois, on a demandé aux répondants d'évaluer non seulement la situation financière de leur communauté en général mais aussi de leur organisation en particulier. Des questions destinées à comprendre l'impact économique de la COVID-19 ont également été ajoutées au questionnaire. L'image offerte par les résultats de l'enquête est ambivalente. Alors qu'une majorité de répondants rapportent que, dans l'ensemble, tant leur communauté que leur organisation sont dans un état financier décent, 61 % affirment que leur organisation a subi des pertes financières dues à la COVID-19 (cf infra).

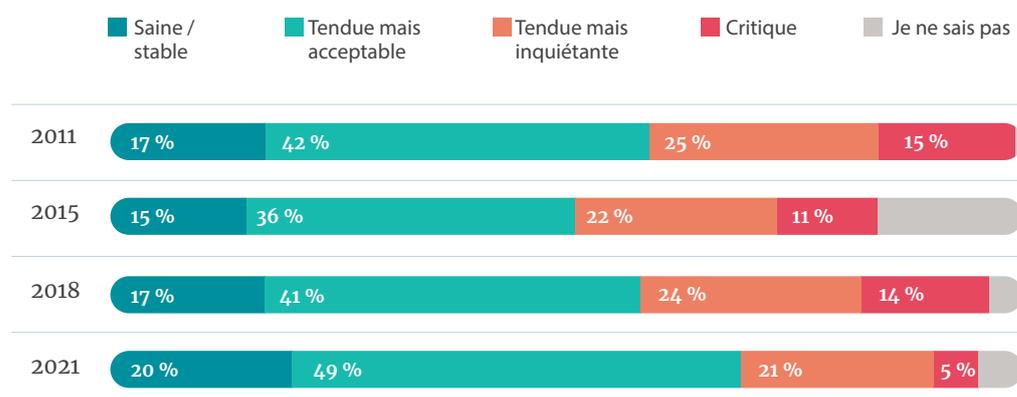
L'évaluation par les répondants de la situation financière actuelle des communautés montre une prédominance de situations *difficiles mais gérables* (49 %), comme en 2018. 20 % la considèrent comme saine. La part de répondant rapportant une situation *saine ou gérable* a globalement augmenté par rapport aux enquêtes précédentes (figure 12). Contrairement aux enquêtes précédentes, les répondants d'Europe de l'Ouest sont plus susceptibles de répondre que la situation financière de leur communauté est *saine ou gérable* que ceux d'Europe de l'Est (22 % vs 12 %), ce qui pourrait être directement corrélé avec l'incertitude économique générée par la COVID-19.

Fait intéressant, les répondants tendent à évaluer la situation financière de leur organisation plus positivement que celle de leur communauté générale. 50 % décrivent la réalité financière de leur organisation comme *tendue mais acceptable* et 30 % comme *stable*. Seulement 4 % disent qu'elle est *difficile voire critique*. On ne peut qu'imaginer qu'alors que l'évaluation de la communauté générale repose davantage sur une perception, celle des organisations des répondants peut être fondée sur des informations de première main.

L'impact économique de la pandémie de la pandémie de COVID-19

L'enquête a exploré les répercussions de la COVID-19, dont les mesures de confinement et de distanciation sociale introduites par l'Europe, sur les réalités financières des organisations juives. En réponse à la question *est-ce que votre organisation/institution a été impactée financièrement par la pandémie de COVID-19 ?*, 36 % répondent *oui, fortement* et 25 % *oui, mais des pertes gérables et mineures*. 15 % des répondants estiment qu'il est *trop tôt pour le dire* et 13 % répondent *non*. Il y a de vives différences

Figure 12. « Comment décririez-vous à l'heure actuelle, la situation financière générale de votre communauté ? ». Comparaison 2011-2021.



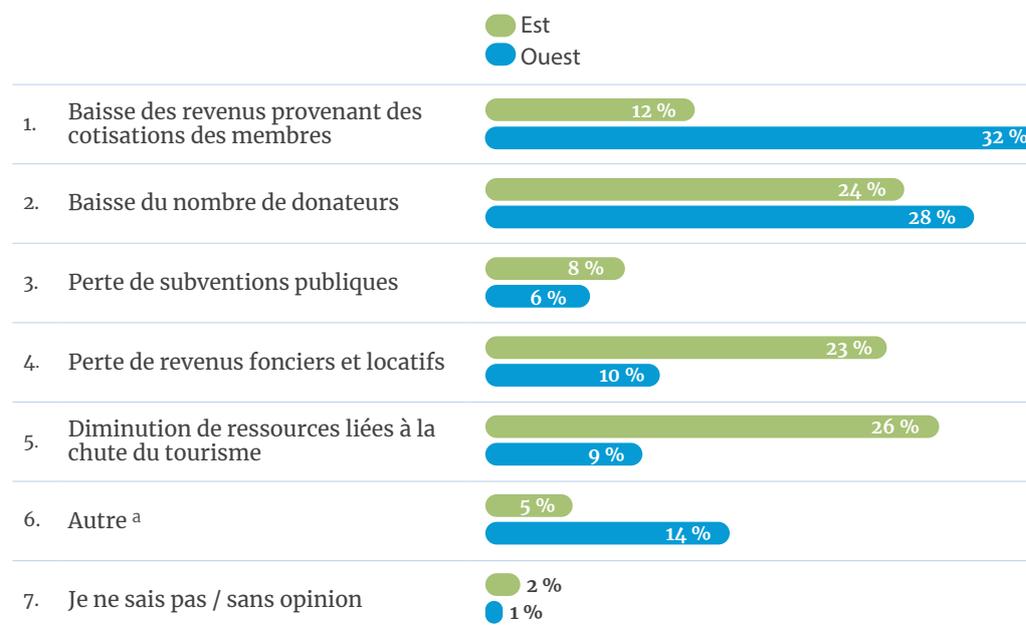
régionales : plus de la moitié des répondants d'Europe de l'Est (56 %) répondent *oui, fortement* contre 30 % en Europe de l'Ouest. Lorsqu'interrogés sur les causes de ces pertes, les Européens de l'Est identifient trois facteurs principaux : *diminution de ressources liées à la chute du tourisme* (26 %), *baisse du nombre de donateurs* (24 %) et *pertes de revenus fonciers et locatifs* (23 %) - alors que les Européens de l'Ouest attribuent les pertes principalement au fait d'avoir *baisse des cotisations des membres* (32 %) et *baisse du nombre de donateurs* (28 %) (figure 13).

Les répondants tendent à être plutôt pessimistes quant à la communauté en général mais plus optimistes sur leur organisation dans leurs prévisions pour les 5 à 10 prochaines années. Alors que 39 % s'attendent à ce que la situation financière générale de la communauté *se détériore considérablement* ou *légèrement* et 25 % à ce qu'elle *s'améliore considérablement* ou *légèrement*, 30 %

s'attendent à ce que la situation financière spécifique de leur organisation *se détériore considérablement* ou *légèrement* et 32 % à ce qu'elle *s'améliore considérablement* ou *légèrement*. On note qu'il y a des nuances régionales dans les précisions, avec 41 % de ceux à l'Ouest contre 32 % de ceux à l'Est adoptant des prévisions pessimistes concernant la communauté juive (et 31 % vs 26 % concernant les organisations des répondants).

“La baisse du tourisme s’est traduite par une réduction significative des revenus de la communauté. Les communautés doivent trouver de nouvelles sources de financement, et les membres doivent également contribuer davantage au fonctionnement de la communauté.”
(Rabbin, République Tchèque)

Figure 13. Origines des pertes financières liées à la COVID-19, Est vs Ouest



a. Principalement perte de revenus due à des événements/programmes annulés

IV. Impact de la pandémie de COVID-19 sur la vie communautaire juive

L'un des objectifs principaux de l'*Enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens* est de jauger différents aspects et dimensions de la vie communautaire juive sur le continent du point de vue de ses dirigeants et professionnels principaux. L'édition 2021 de l'enquête, sa cinquième itération depuis sa création en 2008, a eu la tâche d'inclure un paramètre nouveau et inattendu pesant sur la vie juive : la pandémie de COVID-19.

Comme la phase de recherche de terrain de l'*Enquête auprès des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens* de 2021 a eu lieu à peine un an après la survenue de la pandémie, et avec elle, les mesures de confinement et de distanciation sociale, une section spéciale a été ajoutée au questionnaire pour aider à comprendre leur impact sur les organisations, du moins à ce jour. Les questions couvrent des sujets tels que l'évaluation par les dirigeants des performances de leur organisation durant la crise de la COVID-19, le degré auquel les organisations se sont avérées préparées et réactives, leurs opinions sur les actions à entreprendre au plus vite après la pandémie et enfin, mais pas des moindres, comment la pandémie les a touchés au niveau personnel. On a demandé aux dirigeants de se fonder sur leur connaissance directe des organisations (plutôt que de la communauté en général) pour obtenir les informations les plus précises et à jour.

Performance des organisations

En utilisant une échelle où 1 signifiait *faible* et 5 *très bon*, les répondants à l'enquête ont évalué la performance de leur organisation durant la pandémie de COVID-19 dans les domaines suivants : *maintien des liens avec les personnes de la communauté*, *capacité de transformer ses services grâce au numérique*,

“Grâce à la technologie, notre institution a pu s’adresser à de nouveaux publics, de nouvelles ressources humaines et de nouvelles compétences en dehors de l’aire géographique habituelle de la communauté.”
(Représentant élu, France)

“Comment identifier les gens qui sont isolés et dans le besoin ? Comment intégrer les jeunes dans des actions de solidarité ? Comment maintenir les financements de l’association sans événement en face-à-face ?”
(Représentant élu, France)

évaluation et adaptation aux besoins de la communauté, soutien et aide aux personnes les plus fragiles de la communauté, stratégies et actions pour maintenir la survie financière de votre institution, l’engagement et recrutement de nouveaux bénévoles et membres.

Dans l'ensemble, l'(auto-)évaluation des dirigeants est positive. L'item qui a le score le plus haut est le *maintien des liens avec les personnes de la communauté* avec 80 % des répondants lui donnant une note de 4 ou 5. Il est suivi par la *capacité de transformer ses services grâce au numérique* (77 %), *soutien et aide aux personnes les plus fragiles de la communauté* (76 %), *évaluation et adaptation aux besoins de la communauté* (70 %) et *stratégies et actions pour maintenir la survie financière de votre institution* (66 %). L'item avec le score le plus faible est l'*engagement et recrutement de nouveaux bénévoles et membres* (48 %).

Peu de différences significatives émergent entre sous-groupes et seulement entre ré-

gions et rôles communautaires. Les répondants d'Europe de l'Est ont donné des scores plus hauts que ceux d'Europe de l'Ouest pour le *soutien et aide aux personnes les plus fragiles de la communauté* (81 % vs 75 %) et l'*engagement et recrutement de nouveaux bénévoles et membres* (56 % vs 45 %) et des scores plus faibles pour les *stratégies et actions pour maintenir la survie financière de votre institution* (57 % vs 68 %).

Les professionnels communautaires tendent à donner des plus hauts scores que les représentants élus pour la *capacité de transformer ses services grâce au numérique* (83 % vs 76 %), *stratégies et actions pour maintenir la survie financière de votre institution* (72 % vs 64 %) et l'*engagement et recrutement de nouveaux bénévoles et membres*.

Être préparé et réactif

La section COVID-19 du questionnaire de l'enquête inclut une série de questions destinées à comprendre le degré auquel les organisations étaient prêtes à affronter les défis dus à des crises et des urgences. De fait, de nombreuses communautés et institutions ont établi en urgence des équipes de gestion pour la crise de la COVID-19. En réponse à la question *est-ce que votre organisation/institution a mis en place un groupe de travail dédié au plan d'urgence ?*, 51 % répondent *oui* et 40 % *non* (8 % des répondants ne le savent pas).

Une autre question vise à évaluer dans quelle mesure la crise de la COVID-19 a amené les organisations juives à travailler avec des structures publiques ou des associations en dehors de la Communauté. 42 % disent *oui, comme avant* et 21 % *oui, et plus qu'avant*. 12 % ont répondu *oui, mais dans une moindre mesure* et 15 % *non, jamais*.

Enfin, 77 % des répondants affirment que leur organisation a lancé de nouvelles initiatives communautaires (principalement virtuelles).

“Une gestion de crise fonctionnelle facilite considérablement la tâche.

Les canaux de communication doivent être clairement définis en cas de crise (clarté du message, chaîne d'information, transparence).”

(Professionnel communautaire, Allemagne)

Cela pourrait expliquer que 66 % affirment que leur *organisation/institution a pu attirer de nouveaux profils et/ou bénévoles pendant la période* (17 % *significativement* et 49 % *de façon limitée*).

Tâches organisationnelles les plus urgentes

On a donné aux dirigeants une liste de 10 actions et on leur a demandé : *En réfléchissant vers le long terme, vers quelles priorités votre institution/organisation doit-elle aller ? Utilisez une échelle de 1 à 10, où 1 veut dire " très peu prioritaire " et 10 veut dire " urgence ".*

Comme le montre la figure 14, les deux actions qui reçoivent les scores les plus hauts sont liées et montrent le désir d'intensifier l'implication des juifs locaux : *développer les stratégies de sensibilisation vers de nouveaux groupes et cibles* reçoit un score de 7,4 et *recruter de nouveaux bénévoles* un score de 7,3. D'autres priorités importantes sont d'*investir dans la formation au leadership* (7,1), *améliorer la communication avec les membres de la communauté* (6,9), *aider les membres en situation précaire* (6,9) et *repenser la vie communautaire globalement* (6,7). D'autres actions reçoivent un plus faible niveau de priorité : *renouveler les programmes et visions de votre institution/organisation* (6,5), *améliorer ou créer le dialogue à travers des partenariats avec d'autres institutions juives* (6,5), *revoir le modèle économique de l'institution* (6,3) et *revoir la gouvernance ainsi que les processus de décisions* (5,8).

“Il me semble que beaucoup de gens, durant la pandémie, ont apprécié le rôle de la communauté dans leur vie et ont langui le cours habituel de la vie juive. A mon avis, le défi pour les institutions juives sera de maintenir cet enthousiasme et attachement une fois que nous pourrons équilibrer la vie réelle et virtuelle de la communauté.”
(Professionnel communautaire, Pologne).

Fait intéressant, en dépit de la variété des missions, objectifs et taille des organisations juives, il y a un consensus à travers les différents sous-groupes. Les seules différences sont régionales. Les dirigeants d'Europe de l'Est donnent des plus hauts scores pour *aider les membres en situation précaire* (7,4 vs 6,8), *revoir le modèle économique de l'institution* (7,3 vs 6,1) et *revoir la gouvernance ainsi que les processus de décisions* (6,3 vs 5,7).

Situation personnelle

Les représentants élus, professionnels, rabbins et éducateurs des communautés juives ont tous, sans exception, été touchés par la crise de la COVID-19. L'enquête a donné l'opportunité à ceux qui le souhaitent d'évoquer l'impact de la pandémie sur trois domaines de leur vie personnelle : situation financière, santé physique et psychologique, et les relations avec les membres de leur foyer. Dans les trois domaines, un an après le début de la pandémie, la réponse *pas de changement* est majoritaire. Néanmoins, 42 % des répondants disent que leur bien-être physique et psychologique a *empiré* (3 % *fortement empiré*). Ceci pourrait témoigner du fardeau accru placé sur les épaules des leaders en responsabilité lorsque la pandémie a commencé, mais il pourrait y avoir d'autres explications. 22 % déclarent également que leur situation financière avait souffert, mais seulement 10 % que leurs relations avec les membres de leur foyer. En fait, un quart (25 %) disent que ces relations se sont améliorées, vraisemblablement parce qu'ils ont pu passer plus de temps avec leurs proches.

Figure 14. « En réfléchissant vers le long terme, vers quelles priorités votre institution/organisation doit-elle aller ? Utilisez une échelle de 1 à 10, où 1 veut dire *très peu prioritaire* et 10 veut dire *urgence* ».

1.	Développer des stratégies de sensibilisation vers de nouveaux groupes cibles	7,4
2.	Recruter de nouveaux bénévoles	7,3
3.	Investir dans la formation au leadership	7,1
4.	Améliorer la communication avec les membres de la communauté	6,9
5.	Aider les membres en situation précaire	6,9
6.	Repenser la vie communautaire globalement	6,7
7.	Renouveler les programmes et visions de votre organisation/institution	6,5
8.	Améliorer le dialogue/créer des partenariats avec d'autres institutions juives	6,5
9.	Revoir le modèle économique de l'institution	6,4
10.	Revoir la gouvernance dont le rôle du CA et de l'assemblée générale, ainsi que les processus de décision	5,8

V. Sûreté, sécurité et émigration

La perception par les répondants de l'antisémitisme comme menace réelle reflète la réalité de l'antisémitisme croissant lors des 8 ou 9 ans passés. Les attaques terroristes contre des juifs et des institutions juives dans différents endroits d'Europe semblent avoir poussé les dirigeants juifs européens à hisser les questions de sécurité et d'antisémitisme en haut des préoccupations de leur communauté. L'enquête de 2018 atteste de cette évolution et l'enquête présente le confirme. Pour autant, la plupart des répondants répondent à la question *Dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville dans laquelle vous résidez ?* en disant qu'ils se sentent en sécurité avec 78 % qui se disent *en sécurité* (17 % *très en sécurité* et 61 % *plutôt en sécurité*). Seulement 17 % ne se sentent *plutôt pas en sécurité* et seulement 6 % *pas en sécurité du tout*.

Sécurité personnelle

En adoptant une perspective plus longue néanmoins, l'enquête révèle un inconfort croissant en matière de sécurité. Depuis 2008, il y a eu un déclin de 19 % qui se sentent *très en sécurité* dans leur ville, bien que la réponse pour *plutôt en sécurité* reste constante. L'inquiétude est répandue puisqu'il n'y a pas de différence statistiquement significative dans les réponses à la question entre et à l'intérieur des groupes socio-démographiques (âge, genre), courant juif ou rôle dans la communauté. Le fait que les juifs "visibles" en public, comme les orthodoxes, ne se sentent pas plus en danger est à noter.

L'existence de vives différences régionales, déjà apparentes en 2018, est confirmée en 2021. Alors que 95 % de ceux à l'Est se sentent *en sécurité* dans leur ville, c'est le cas de seulement 73 % de ceux à l'Ouest. D'un autre côté, un peu plus de quart des Européens de

l'Ouest (27 %) ne se sentent *pas en sécurité* dans leur ville, contre seulement 5 % à l'Est. Les rapports précédents avaient remarqué que cette variation régionale sur les sujets de sécurité personnelle et d'antisémitisme perçus, qui est évidente ailleurs dans cette enquête, est remarquable et de portée historique pour les juifs en Europe. C'est une inversion de la situation des deux siècles précédents où l'"Ouest" était perçus comme plus accueillant et sûr pour les juifs que l'"Est".

Prévisions en matière d'antisémitisme

Lorsqu'on leur demande s'ils s'attendent à des changements dans la fréquence des problèmes générés par l'antisémitisme dans les 5 à 10 prochaines années, la tendance est pessimiste. 28 % s'attendent à ce que l'antisémitisme *augmente considérablement* et 40 % qu'il *augmente légèrement*. Cela représente une hausse de ceux qui pensent qu'il *augmentera considérablement* (22 % en 2018) et une baisse de ceux qui pensent qu'il *augmentera légèrement* (47 % en 2018). Toutefois, dans les deux enquêtes, les résultats montrent que 68 % des répondants s'attendent à une hausse, qu'elle soit légère ou considérable. 27 % s'attendent à ce que l'antisémitisme *reste constant*. Seulement une infime minorité de 2 % pense qu'il va *diminuer légèrement* ou *considérablement*. Ces résultats sont presque identiques à ceux de 2018. Une fois encore, les opinions sont homogènes à travers les groupes socio-démographiques. Néanmoins, une différence régionale significative émerge en ce qui concerne les prévisions sur l'antisémitisme avec ceux d'Europe de l'Ouest considérablement plus pessimistes (74 %) que ceux à l'Est (53 %).

Réponse gouvernementale

On a demandé aux répondants : *D'après vous, le gouvernement de votre pays répond-il correctement aux impératifs de sécurité des communautés juives ?* Trois quarts des répondants répondent positivement avec 27 % qui répondent *oui, tout à fait* et 44 % *oui, probablement*. Seulement 9 % ont répondu *non, certainement pas* et 21 % *non, probablement pas*. Bien qu'aucune variation de sous-groupe n'émerge sur cette question, il est intéressant de remarquer une différence régionale. Cela atteste de la perception que l'antisémitisme en Europe n'est pas un antisémitisme d'Etat, mais d'origine sociétale. En même temps, certains politiciens ont contribué à créer un climat politique où eux et d'autres sont moins hésitants à utiliser des motifs antisémites dans leur rhétorique.

Préparation aux situations d'urgence

On a demandé aux répondants *dans quelle mesure votre communauté est-elle prête à affronter une situation d'urgence ?* Les réponses varient considérablement. 43 % se pensent *plutôt ou tout à fait prêts*, 40 % *moyennement prêts* et 13 % *peu prêts*, et 4 % considèrent que leur communauté n'est *pas prête du tout*. Alors que 46 % des dirigeants à l'Ouest pensent que leur communauté est *plutôt ou tout à fait prête*, seulement 31 % se considèrent ainsi à l'Est.

Emigration

Il y avait deux types de questions à propos de l'émigration. L'un était personnel et spécifique et l'autre portait sur la population juive

générale du pays du répondant. La question personnelle était *au cours des 5 dernières années, avez-vous envisagé de quitter votre pays, car vous ne vous y sentez pas en sécurité en tant que juif ?*⁴ La grande majorité, 67 % n'a pas envisagé l'émigration. Seulement 3 % s'y sont *activement préparés* et 20 % l'ont *envisagé* mais ne l'ont *pas encore fait*. Une infime minorité déclarent avoir *émigré mais être rentré dans mon pays / en Europe* et 8 % *préféreraient ne pas répondre*. La part de répondant envisageant l'émigration est presque la même qu'en 2018 (21 %). Néanmoins, la part de ceux qui n'ont pas considéré l'émigration a baissé de 76 % à 67 % dans l'étude présente. Les Européens de l'Ouest ont environ trois fois plus de chances d'envisager l'émigration que les Européens de l'Est : 27 % vs 9 %. Les répondants plus jeunes sont plus susceptibles d'envisager l'émigration : 29 % dans la tranche d'âge jusqu'à 40 ans contre 20-21 % dans les tranches plus hautes.

On a ensuite demandé aux 23 % qui ont répondu qu'ils se préparaient à ou envisageaient l'émigration *vers quel pays ?* Près des deux-tiers (62 %) choisissent Israël, 23 % l'Amérique du Nord (13 % les Etats-Unis et 10 % le Canada et 7 % un autre pays de l'Union Européenne. Il y a des variations d'âge sur cette question : Israël est choisi par 77 % des répondants plus âgés (55+ ans) contre 46 % chez ceux âgés de 40 ans et moins, qui préféreraient les Etats-Unis (22 %). Les variations régionales sont aussi significatives et parlantes. Israël est choisi par 66 % des Européens de l'Ouest contre 33 % des Européens de l'Est. De même, 26 % des Européens de l'Est choisissent un autre pays européen contre 4 % pour les Européens de l'Ouest. Les juifs orthodoxes sont plus susceptibles (76 %) de choisir Israël que les MLR ou les juifs culturels (50 %).

⁴ La question a été délibérément prise de l'enquête de la Second Fundamental Rights Agency sur la discrimination et les crimes antisémites dans une perspective comparative.

La question *prévoyez-vous une hausse de l'émigration juive dans votre pays?* divise l'échantillon. 48 % répondent non, 43 % répondent *oui, une hausse limitée* et 9 % *oui, une hausse significative* - exactement les mêmes chiffres qu'en 2018. On a ensuite demandé à ceux qui ont répondu *oui* ce que sont *les principales raisons pour lesquelles les juifs émigrent de votre pays*. L'*antisémitisme* est la raison principale avec 36 % (contre 22 % en 2018), reflétant l'inquiétude croissante liée à ce sujet (cf supra). Les autres options étaient la *recherche d'une vie communautaire plus riche* (24 %), la *recherche de meilleures opportunités professionnelles* (18 %) et des *raisons financières* (15 %).

L'évaluation par les répondants de la destination de choix des juifs de leur communauté diffère en général de leur propre réponse : 49 % misent sur Israël, 30 % l'Amérique du Nord, 11 % ailleurs dans l'Union Européenne, 7 % au Royaume-Uni et 3 % d'autres pays.

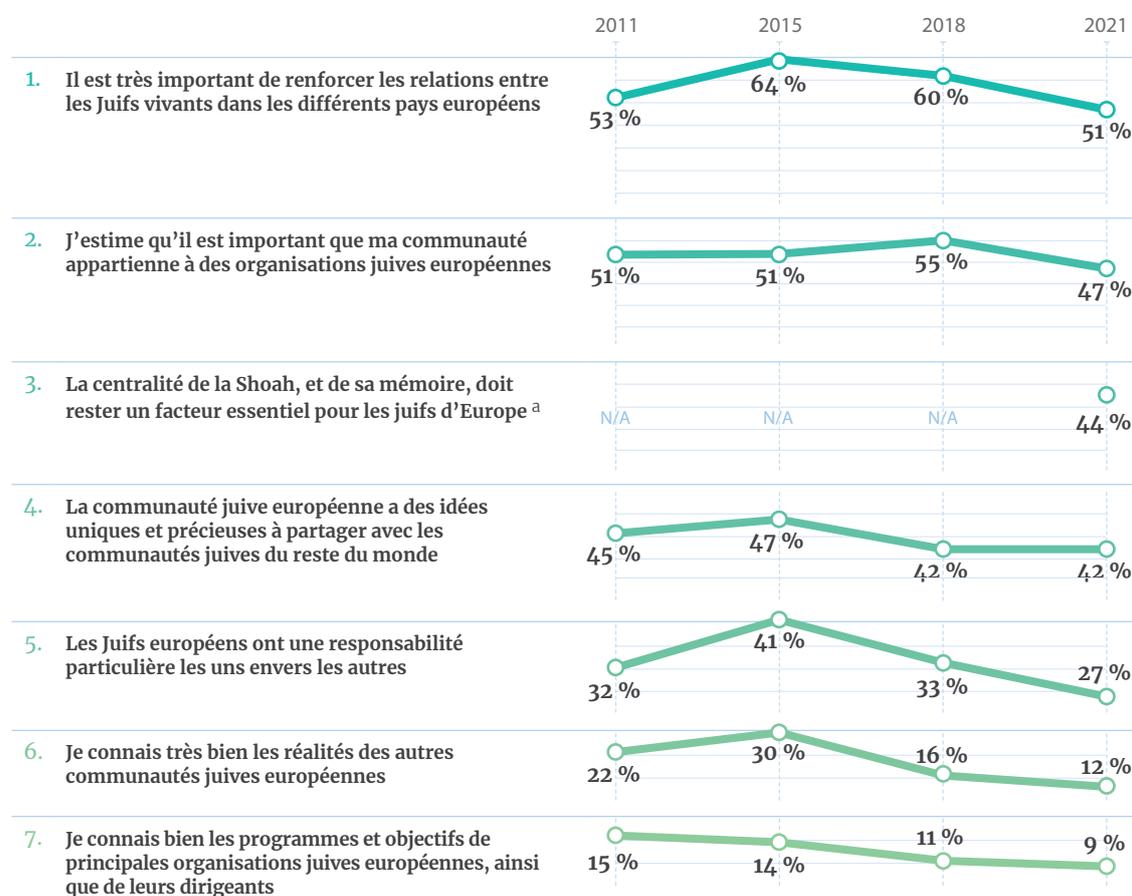
VI. Europe

On a présenté aux répondants neuf affirmations à propos de l'Europe et de la place des communautés juives en Europe. La majorité des répondants sont *d'accord* avec la plupart des affirmations, avec une tendance à répondre dans la catégorie *plutôt d'accord*. En conséquence, pour obtenir une analyse mieux différenciée, nous nous sommes concentrés sur la catégorie de réponse *tout à fait d'accord*. Même si l'ordre de réponses choisies dans *tout à fait d'accord* est très similaire dans toutes les enquêtes, comme le montre la figure 15, les résultats attestent que la plupart des affirmations suscitent moins d'approbation auprès des répondants, avec la plupart des réponses témoignant d'une baisse dans la catégorie de réponse

tout à fait d'accord. Pour autant, l'Europe est toujours un projet politique populaire tant sur le plan juif qu'en général.

En 2021, l'affirmation en lien avec l'unité juive a gagné une majorité et un niveau croissant de réponses *tout à fait d'accord* : *il est très important de renforcer les relations entre les Juifs vivant dans les différents pays européens* (51 %). Cette réponse est suivie par *j'estime qu'il est important que ma communauté appartienne à des organisations juives européennes* (47 %). Cette année, nous avons ajouté une nouvelle affirmation : *la centralité de la Shoah, et de sa mémoire, doit rester un facteur essentiel pour les Juifs d'Europe* (44 % *tout à fait d'accord*).

Figure 15. Réponses aux affirmations sur le judaïsme européen exprimées dans la catégorie *tout à fait d'accord* (%). Comparaison 2011-2021.



a. Item introduit dans l'enquête de 2021

La solidarité juive et l'identité juive européenne recueillent également un fort soutien : *la communauté juive européenne a des idées uniques et précieuses à partager avec les communautés juives du reste du monde* (42 % tout à fait d'accord). Il y a eu un déclin depuis 2015 dans le sentiment que *les juifs européens ont une responsabilité particulière les uns envers les autres* (27 % tout à fait d'accord vs 41 % en 2015).

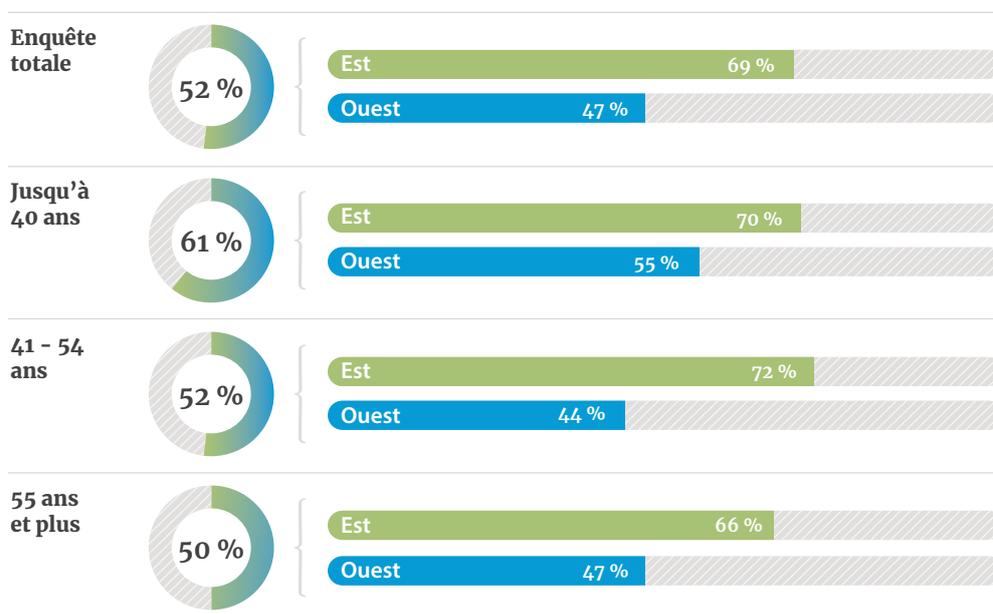
La plupart des participants déclarent que leur familiarité ou connaissance directe des communautés juives des autres pays et de leurs organisations est faible. Cette connaissance est en baisse depuis 2011 : *je connais très bien les réalités des autres communautés juives européennes* (12 % vs 22 % tout à fait d'accord). En outre, peu pensent qu'ils *connaissent bien les programmes et les objectifs des principales organisations juives européennes, ainsi que leurs dirigeants* (9 % tout à fait d'accord). Ceux vivant à l'Est sont plus souvent tout à fait d'accord que ceux vivant à l'Ouest avec les deux affirmations suivantes : *j'estime qu'il est important que ma communauté appartienne à des organisations juives européennes* (65 % vs 42 %) et *la communauté juive européenne a des idées uniques et précieuses à partager avec les communautés juives du reste du monde* (52 % vs 38 %).

Optimisme quant au futur

L'enquête compte deux questions pour évaluer le niveau d'optimisme quant au futur du judaïsme européen et le projet européen en général. Il s'agit de : *je suis optimiste quant à l'avenir de l'Europe et l'avenir de la communauté juive européenne est dynamique et positif*. Concernant l'avenir du projet européen, les juifs européens semblent presque également répartis entre optimistes (*plutôt d'accord* et *tout à fait d'accord* 52 %) et pessimistes (*plutôt pas d'accord* et *pas du tout d'accord* 48 %). Il y a plus d'optimisme à l'Est (69 %) qu'à l'Ouest (47 %). Les jeunes (61 %) sont plus optimistes que la tranche d'âge moyenne (52 %) et la plus âgée (50 %).

De même, 47 % des réponses à l'affirmation que *l'avenir de la communauté juive européenne est dynamique et positif* sont *plutôt ou tout à fait d'accord*. A nouveau, il y a plus d'optimisme à l'Est (56 %) qu'à l'Ouest (44 %). Les cohortes plus jeunes (64 %) sont plus optimistes que la tranche d'âge moyenne (45 %) et la plus âgée (43 %).

Figure 16. Optimisme quant au futur de l'Europe. Comparaison Est-Ouest par tranche d'âge.



VII. Israël

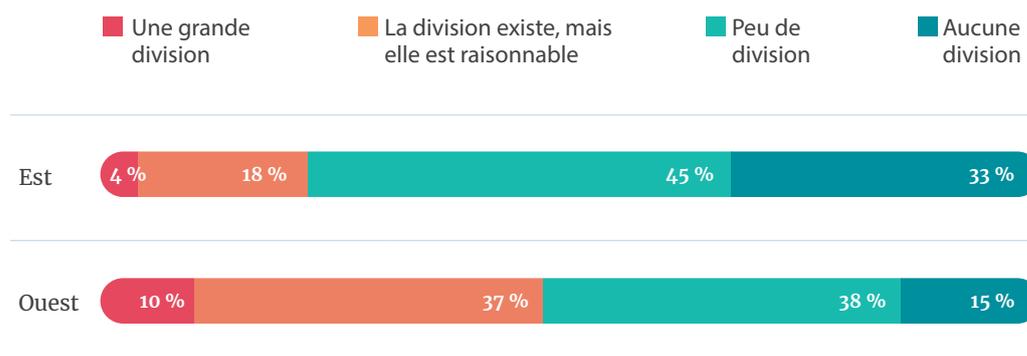
Les dirigeants juifs européens sont de plus en plus soucieux de la façon dont leurs membres envisagent Israël. Israël a incarné pendant longtemps un sujet focal aussi évident qu'enthousiasmant dans l'identité et le programme juifs européens. Mais la tendance des années récentes montre que ce sujet est de plus en plus complexe et même contentieux, à mesure que l'écho des événements au Proche-Orient porte à travers l'Europe.

On a demandé aux répondants *dans quelle mesure ressentez-vous une division au sujet d'Israël dans votre communauté aujourd'hui ?* Au total, seulement 9 % constatent *une grande division au sujet d'Israël* alors que 19 % ne constatent *aucune division*. Une majorité de réponses sont concentrées sur *la division existe, mais elle est raisonnable* (33 %) et *il y a peu de division au sujet d'Israël* (39 %). Les seules différences significatives entre sous-groupes sont entre régions et courants. Comme dans les enquêtes précédentes, les Européens de l'Ouest constatent que la discorde parmi la communauté (figure 17) est bien plus problématique que les Européens de l'Est (10 % vs 4 % qui constatent *une grande division au sujet d'Israël*). Incidemment, 78 % des répondants d'Europe de l'Est constatent *peu ou aucune division* au sujet d'Israël contre 53 % à l'Ouest.

Bien que les sujets concernant Israël soient litigieux, il y a un fort consensus sur le besoin d'espaces pour des débats politiques ouverts concernant Israël au sein des communautés. C'est un point sur lequel les communautés elles-mêmes ont la main. L'enquête confirme les résultats de 2011, 2015 et 2018 d'un accord écrasant (35 % *tout à fait d'accord* et 46 % *plutôt d'accord*) que *les communautés juives devraient offrir l'opportunité à leurs membres de partager différentes opinions sur Israël et sa politique*. Il y a également un fort consensus de 81 % sur le fait que *les événements en Israël génèrent parfois une montée d'antisémitisme dans mon pays* (44 % *tout à fait d'accord* et 37 % *plutôt d'accord*). Cette observation est peut-être liée à l'accord à 70 % avec l'idée que *les médias de mon pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël*. Là encore, il y a un vif décalage entre les régions, comme nous le verrons ci-dessous.

Depuis 2018, les résultats montrent que le soutien à Israël semble avoir gagné en vigueur parmi les dirigeants juifs européens. L'enquête de 2021 confirme cette tendance. 66 % sont d'accord avec *mon soutien à Israël est sans réserve, quelles que soient les actions de son gouvernement*. L'affirmation semble moins clivante que dans les enquêtes précédentes (48 % en 2015 et 57 % en 2011). Il en

Figure 17. « Dans quelle mesure ressentez-vous qu'il y a une division au sujet d'Israël dans votre communauté aujourd'hui ? ». Comparaison Est-Ouest.



va de même pour *j'ai parfois honte des actions du gouvernement israélien*, avec quoi seulement 39 % des répondants sont d'accord, comparé à 48 % en 2011. Les cinq enquêtes permettent de suivre les tendances dans les attitudes des dirigeants juifs européens quant à Israël tel qu'exprimées dans les six items de l'enquête (figure 18).

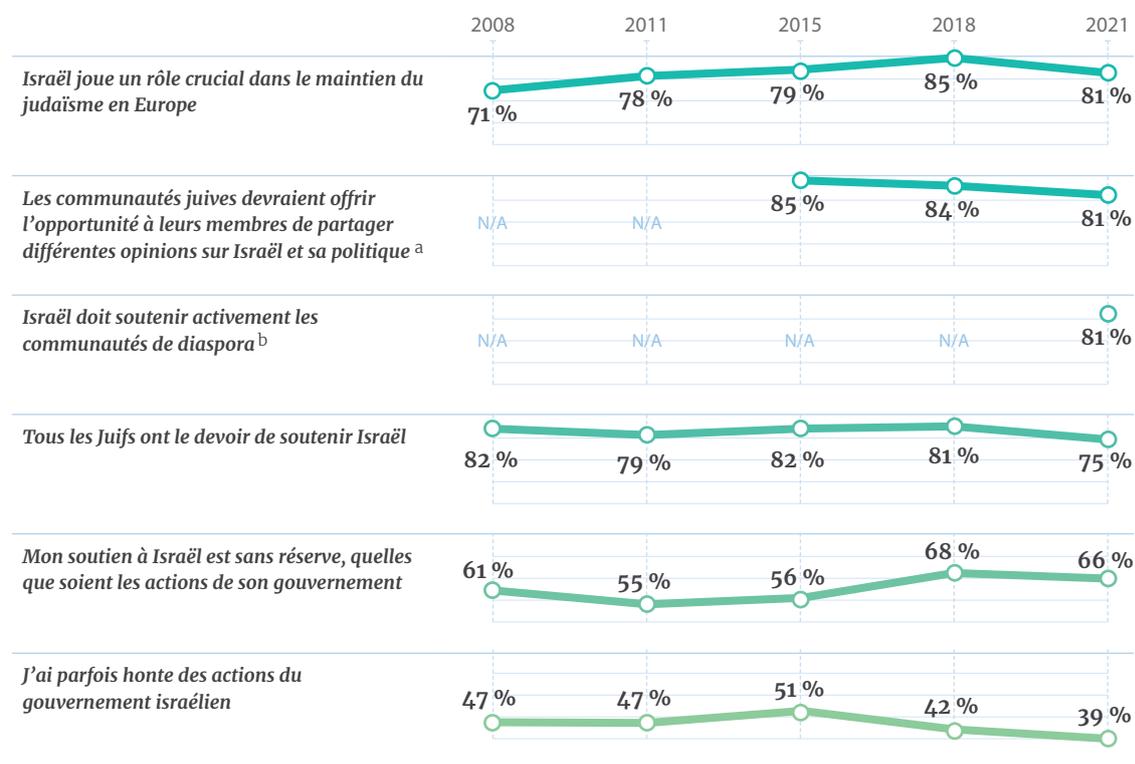
Même lorsque des changements sont visibles entre les enquêtes, ils n'altèrent pas la stabilité de l'accord aux affirmations proposées. Une opinion systématiquement ferme était l'accord à 75 % en 2021 (47 % *tout à fait d'accord* et 29 % *plutôt d'accord*) est que *l'on peut être un bon Juif aussi bien en Europe qu'en Israël*. Il y a également un assentiment fort et croissant (81 %) sur le fait qu'*Israël joue un rôle crucial dans le maintien du Judaïsme en Europe* (46 % *tout à fait d'accord* et 35 % *plutôt d'accord*).

La teneur générale de l'opinion sur les sujets politiques montre une majorité pro-is-

raélienne, mais les niveaux de soutien ou de critique varient considérablement selon le contexte et la formulation choisie. 83 % sont d'accord que *tous les Juifs ont le devoir de soutenir Israël*. Une affirmation nouvellement ajoutée en 2021 demande aux répondants de s'exprimer sur la situation miroir, i.e. les responsabilités d'Israël envers les communautés de diaspora : *Israël doit soutenir activement les communautés de diaspora* recueille 78 % d'assentiment (39 % *tout à fait d'accord* et 39 % *plutôt d'accord*). Le soutien dans les deux sens semble crucial pour comprendre la relation entre l'Europe et Israël.

L'analyse statistique montre que l'âge est un facteur important dans le rapport entre le profil des répondants et leur opinion concernant Israël. Les jeunes sont des soutiens légèrement moins enthousiastes que les générations plus âgées. De même concernant les professionnels lorsqu'on les compare aux représentants élus. Le genre manque large-

Figure 18. Réponses aux items choisis concernant Israël « Dans quelle mesure êtes-vous personnellement d'accord ou non avec les affirmations suivantes à propos d'Israël ? » Tout à fait d'accord et plutôt d'accord. Comparaison 2008-2021.



a. Item introduit dans l'enquête de 2015 b. Item introduit dans l'enquête de 2021

ment à prédire les réactions à la liste d'affirmation concernant Israël. L'exception est que les hommes sont davantage *d'accord (tout à fait et plutôt)* que les femmes sur le fait qu'*Israël doit soutenir activement les communautés de diaspora* (82 % vs 70 %). Les femmes montrent plus d'assentiment à l'idée que *l'on peut être un bon Juif aussi bien en Europe qu'en Israël* (53 % vs 43 %).

Si l'on segmente par courant, les orthodoxes ont une légère tendance à soutenir Israël davantage et à critiquer moins. Ils sont plus susceptibles d'offrir un soutien inconditionnel à Israël *quelles que soient les actions de son gouvernement* (78 %) comparé aux MLR (64 %) ou les juifs culturels (44 %). Les juifs orthodoxes (28 %) sont également moins susceptibles d'avoir *honte* que les juifs culturels (44 %) ou les MLR, dont près de la moitié (49 %) a *parfois honte* des actions du gouvernement israélien. A nouveau, la différence la plus quantitative et significative sur cet item est régionale, avec les Européens de l'Ouest ayant tendance à être plus assurés que ceux de l'Est qu'ils peuvent être de *bons Juifs aussi bien en Europe qu'en Israël* (83 % vs 50 %). Néanmoins, concernant les autres affirmations, les différences historiques semblent atténuées en 2021. Par exemple, alors que dans les enquêtes précédentes, les Européens de l'Ouest étaient davantage prompts à avoir *honte* (48 % vs 41 %), cela ne semble plus être le cas (40 % pour les deux). A l'inverse, l'ampleur de l'hostilité médiatique et de l'antisémitisme causé par les événements en Israël sont évalués comme moindres par ceux de l'Est. L'affirmation que *les médias de mon pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël* a obtenu un score bien plus haut à l'Ouest qu'à l'Est (82 % vs 26 %). Cet écart est particulièrement fort concernant la réponse la plus forte (*tout à fait d'accord*) pour l'affirmation *les événements en Israël génèrent parfois une montée d'antisémitisme dans mon pays* (50 % à l'Ouest vs 19 % à l'Est).

VIII. Gouvernance : inclusion des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décisions

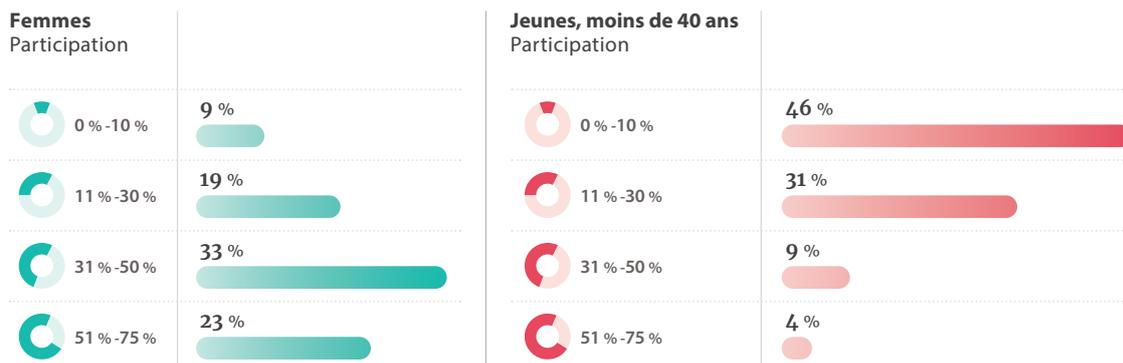
Dans l'analyse du genre et des perspectives générationnelles dans la présente enquête et les précédentes, il ressort une tendance des dirigeants juifs européens à être des hommes et âgés de plus de 55 ans de manière prédominante, même si l'échantillon de 2021 manifeste un meilleur équilibre entre les genres avec des répondants femmes à 42 % et hommes à 58 %. Les communautés juives sont de plus en plus au fait de l'importance d'inclure des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décisions.

A la lumière de ces constats, l'enquête de 2021 compte deux questions sur le genre et la participation générationnelle dans les instances de prise de décision : *quel est le pourcentage de femmes au conseil d'administration (CA/CD) de votre organisation/institution ?* et *quel est le pourcentage de moins de quarante ans au sein de votre conseil d'administration (CD/CA) ?* La figure 19 montre que les réponses à la question du pourcentage de participation de femmes dans le conseil d'administration de leur organisation étaient approximativement réparties en trois tiers : 27 % des répondants disent que 51 à 100 % de leur conseil d'administration est composé de femmes, 33 % que 31 à 50 % de leur conseil d'administration est composé de femmes et 32 % que leur conseil d'administration est composé de 30 % ou

moins de femmes. Les répondantes femmes sont plus susceptibles de constater une plus forte participation de femmes au conseil d'administration, avec 40 % qui disent que 51 à 100 % de leur conseil d'administration est composé de femmes. Par contre, seulement 18 % des répondants hommes disent que 51 % ou plus de leur conseil d'administration est composé de femmes. Pas d'autres différences n'ont été trouvées entre les sous-groupes.

En se penchant sur la présence de gens plus jeunes au conseil d'administration, une image très différente se dessine. Presque la moitié des répondants (46 %) constatent que les individus de moins de 40 ans sont entre 0 et 10 %, et 31 % indiquent que les gens plus jeunes représentent entre 11 et 30 %. Seulement 9 % déclarent que les gens plus jeunes représentent 51 % ou plus du conseil d'administration de leur organisation. 20 % des répondants de 40 ans ou moins disent que la participation de leur tranche d'âge aux conseils d'administration est comprise entre 51 % et 100 %. Cela semble refléter le faible attrait que la vie communautaire juive établie revêt pour les gens plus jeunes et indique que les institutions juives doivent œuvrer davantage à introniser une génération plus jeune de dirigeants.

Figure 19. « Quel pourcentage du conseil d'administration (CA/CD) de votre organisation/institution est... ? »



L'enquête compte d'autres questions concernant la gouvernance et l'organisation future. Une analyse de ces résultats sera publiée dans un rapport séparé.

IX. Profil des répondants

Tableau 2. Pays de résidence 2008-2021.

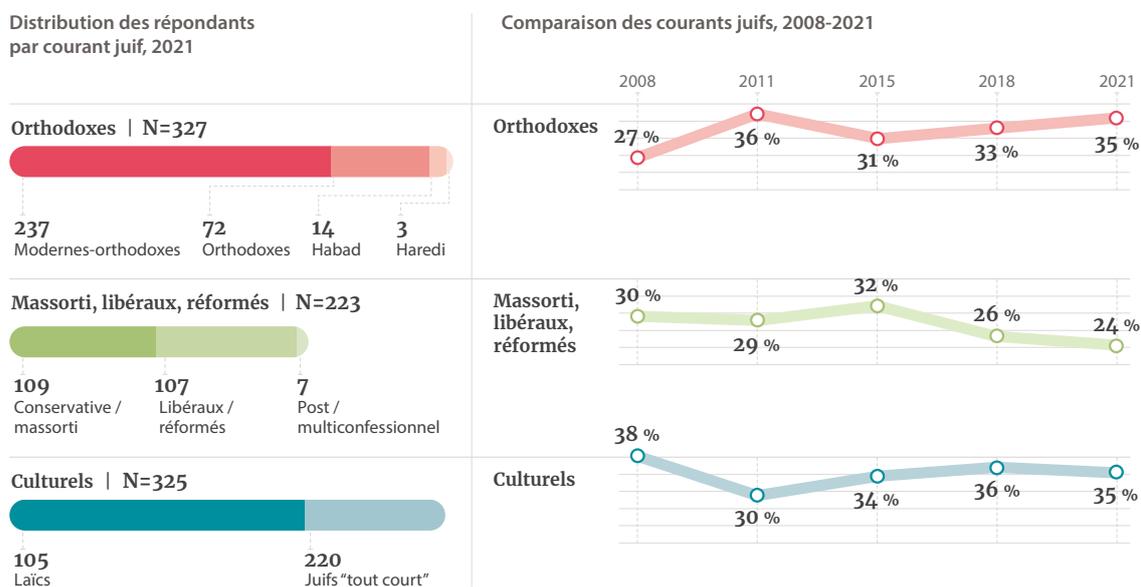
	2008	2011	2015	2018	2021
<i>Autriche</i>	2	5	7	6	18
<i>Belgique</i>	17	14	9	30	35
<i>Bosnie et Herz.</i>	3	2	3	16	8
<i>Bulgarie</i>	6	4	17	21	15
<i>Croatie</i>	3	2	7	9	9
<i>République Tchèque</i>	10	12	9	34	24
<i>Danemark</i>	3	3	2	8	34
<i>Estonie</i>	5	4	2	7	9
<i>Finlande</i>	2	1	3	5	8
<i>France</i>	33	48	34	134	295
<i>Allemagne</i>	23	24	27	114	169
<i>Grèce</i>	3	6	7	24	19
<i>Hongrie</i>	18	10	19	43	43
<i>Irlande</i>	0	0	0	0	4
<i>Italie</i>	11	21	13	96	89
<i>Lettonie</i>	7	7	5	12	10
<i>Lituanie</i>	8	9	3	6	8
<i>Luxembourg</i>	1	2	2	3	0
<i>Macédoine</i>	0	0	0	0	1
<i>Monténégro</i>	0	0	0	0	5
<i>Pays-Bas</i>	11	10	11	43	19
<i>Norvège</i>	1	2	0	5	4
<i>Pologne</i>	0	0	0	27	24
<i>Portugal</i>	1	2	1	3	2
<i>Roumanie</i>	7	12	20	65	40
<i>Serbie</i>	3	4	2	19	7
<i>Slovaquie</i>	4	8	9	21	22
<i>Espagne</i>	7	12	19	40	36
<i>Suède</i>	11	12	7	10	7
<i>Suisse</i>	7	17	14	17	20
<i>Turquie</i>	10	18	7	23	7
<i>Royaume-Uni</i>	25	47	32	52	63
Total	250	329	314	893	1054

Le tableau 2 montre que les pays avec le plus grand nombre de répondants étaient la France (295), l'Allemagne (169), l'Italie (89) et le Royaume-Uni (63). Le profil général des répondants en termes de pays de résidence dans la présente enquête est légèrement biaisé vers les communautés d'Europe de l'Ouest. Cela est dû à l'augmentation de la participation en France et en Allemagne (cf *infra Différences entre les répondants de 2008, 2011, 2015, 2018 et 2021*) ainsi que d'autres pays comme le Danemark et l'Autriche. En outre, la participation en Belgique, au Royaume-Uni, en Italie en Espagne et en Suisse est restée stable comparé à 2018. Ainsi, la proportion de répondants des trois grandes communautés de France, du Royaume-Uni et d'Allemagne, où vivent la grande majorité des juifs européens, comptent pour 50 % des répondants. Au total, 79 % des dirigeants et professionnels communautaires juifs européens vivent en Europe de l'Ouest et 21 % en Europe de l'Est dans les répondants de 2021. Le taux de réponse total est de 60,6 % et les réponses les plus élevées à l'enquête - plus de 80 % - viennent de République Tchèque, Finlande, Italie et Lettonie.

Les répondants à l'enquête étaient libres de choisir les questions auxquelles ils ré-

pondaient, et certains n'ont pas répondu quant à leur affiliation de courant (figure 20, gauche). Parmi les 935 individus qui ont répondu à cette question en 2021, 35 % se considèrent comme appartenant à une sorte d'orthodoxie, 24 % comme appartenant aux courants massorti, libéraux ou réformés et 35 % comme juifs culturels (*laïcs* ou *juifs tout court*). La figure 20 (droite) montre que le profil religieux général des répondants à l'enquête a peu varié entre les cinq enquêtes faites à ce jour, malgré les évolutions dans les profils nationaux et la taille de l'échantillon. Néanmoins, alors que la part de répondants MLR et juifs culturels n'a pas changé (du moins depuis 2018), il y a une légère augmentation du nombre de répondants orthodoxes et une légère baisse du nombre de répondants MLR. Cela correspond au fait que les répondants de 2021 se révèlent légèrement plus religieux quand on leur demande de se situer en termes de pratiques personnelles, et non seulement d'appartenance à une communauté. Cette mesure plus individuelle révèle que la pratique personnelle des participants est *religieuse* (18 %), *plutôt religieuse* (38 %), *plutôt non-pratiquante* (25 %) ou *non-pratiquante* (19 %).

Figure 20. Distribution des répondants par courant juif, 2021 (gauche) et comparaison des courants juifs, 2008-2021 (droite).



La majorité des participants (56 %) étaient des représentants élus ou nommés dans les communautés juives de leur pays. 29 % se décrivaient comme professionnels communautaires et 5 % comme dirigeants religieux. En sus, 10 % se décrivaient comme volontaires communautaires ou "entrepreneurs juifs", i.e. qu'ils dirigent des projets ou programmes *grassroots*⁵ indépendants.

Comme les enquêtes précédentes, celle de 2021 nous permet d'analyser les questions avec des catégories continues et ordinales (i.e. en excluant les affirmations et propositions) pour les sous-groupes de l'échantillon. Ces sous-groupes sont stratifiés selon leurs caractéristiques de profil (quand le répondant les fournit), telles que le genre (homme ou femme), l'âge ou la génération (jusqu'à 40 ans, 41 à 54 ans et 55 ans et plus), région (Europe de l'Est ou Ouest) et courant (orthodoxe, MLR ou juifs culturels). En outre, lorsque c'était pertinent, l'analyse est étayée par rôle communautaire (représentant élu ou professionnel). Cette méthode rend possible l'examen des motifs récurrents dans les réponses selon les sous-groupes des répondants pour tester et rapporter des différences valides, fiables et statistiquement significatives.⁶

Courant juif

Les répondants qui s'auto-identifient religieusement ou idéologiquement sont classés en trois groupes : membres de synagogues or-

thodoxes (N=327), membres de synagogues MLR (N=223) et juifs culturels, i.e. non-affiliés religieusement (N=325) pour permettre l'étude des différences entre courants.

Genre

Les réponses des participants auto-déclarés hommes (N=541) et femme (N=399) sont étudiées à la recherche de différences substantielles dans leur vie communautaire et enjeux.

Age

Les participants qui s'auto-identifient par âge sont catégorisés en trois groupes : jusqu'à 40 ans (N=158), 41 à 54 ans (N=252) et 55 ans et plus (N=505).

Région

Les participants sont divisés en un groupe d'Europe de l'Est (N=225) et un groupe d'Europe de l'Ouest (N=829). La région Est comprend la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Macédoine, le Monténégro, la Pologne, la République Tchèque, la Roumanie, la Serbie et la Slovaquie. La région Ouest comprend l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, la Hollande, l'Irlande, l'Ita-

⁵ i.e. de la base. En anglais, un mouvement dit *grassroots* est un engagement ou projet mené par un groupe d'individus à un endroit spécifique pour générer du changement sur un sujet politique ou social. Il utilise la force de la base pour influencer sur les structures haut-placées, au lieu de dynamiques où le pouvoir ou les institutions modèlent le terrain.

⁶ En vue des fins de l'analyse, des sous-groupes de répondants ont été définis par tranche d'âge, sexe et pays de résidence en Europe occidentale ou orientale. Pour ces sous-groupes, l'analyse statistique a été menée en comparant l'enquête actuelle à ses quatre itérations précédentes en 2008, 2011, 2015 et 2018. L'analyse comprenait la comparaison du score moyen de différents éléments du questionnaire entre les sous-groupes susmentionnés au cours des années de l'enquête. Les tests statistiques utilisés étaient le test t, l'ANOVA à un facteur et le test du chi carré, selon le type de données en main. La signification statistique des résultats est signalée lorsque la valeur p est inférieure à 0,05 (confiance d'au moins 95 %).

lie, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

Vues les différences entre l'histoire d'Europe de l'Ouest et de l'Est, des nuances régionales persistent et émergent dans le profil des répondants des deux régions. Il y a une légère différence entre les régions en termes de genre, avec 44 % de répondantes femmes en Europe de l'Ouest contre 38 % en Europe de l'Est. Par contre, les dirigeants d'Europe de l'Est sont considérablement plus jeunes, avec 27 % ayant moins de 40 ans contre seulement 15 % dans cette tranche d'âge à l'Ouest. Incidemment, les dirigeants d'Europe de l'Ouest sont plus âgés, avec 60 % au-delà de 55 ans contre seulement 39 % à parmi ceux de l'Est. Le judaïsme religieux est plus fort à l'Ouest. En termes de courants religieux, les dirigeants à l'Ouest sont plus orthodoxes (42 % vs 20 %), légèrement moins susceptibles d'être des juifs massorti, libéraux ou réformés (26 % vs 29 %) mais moins susceptibles de s'identifier comme des juifs culturels que ceux de l'Est (33 % vs 52 %). Le fait que les répondants de l'Ouest soient plus âgés et plus enclins religieusement que ceux de l'Est doit être pris en compte dans toutes les conclusions de cette enquête où émerge une nuance régionale. De même, des différences apparentes entre courants et âges peuvent être dues à des facteurs régionaux.

Différences entre les répondants de 2008, 2011, 2015, 2018 et 2021

Toute évaluation d'un changement de priorités et opinions des dirigeants européens sur la décennie passée doit prendre en compte les différences entre les répondants des cinq enquêtes. Comparé aux enquêtes précédentes, l'échantillon de 2021 est bien plus large en général, et inclut une plus forte proportion de répondants d'Europe de l'Ouest, en particulier en France, et, dans une moindre mesure, en Allemagne. Ceci est dû au fait que dans ces deux pays, l'organisation ou fédération communautaire nationale - le *Fonds Social Juif Unifié* et le *Zentralrat der Juden in Deutschland* — a collaboré avec le JDC-ICCD pour atteindre un grand nombre de répondants. A leur tour, ils peuvent utiliser des échantillons nationaux robustes fournissant une information fiable et à jour pour l'élaboration de leurs politiques.⁷ En outre, l'échantillon présent est plus équilibré en termes de genre : la proportion de femmes est de 42 % en 2021, alors qu'il n'était que de 32 à 35 % dans les précédentes enquêtes. Les échantillons sont devenus plus âgés à chaque enquête, avec ceux de 55 ans et plus comptant pour 35 % en 2008, 43 % en 2011, 50 % en 2015, 53 % en 2018 et 55 % en 2021.

⁷ Dans l'échantillon de 2021, les dirigeants d'Europe occidentale, notamment de France et d'Allemagne, semblent surreprésentés. Malgré cela, nous avons décidé de ne pas effectuer de pondération de l'échantillon, pour les raisons suivantes :

- a. Une pondération précise nécessite de connaître la taille de la population cible de l'enquête de dirigeants et de professionnels de la communauté juive, par pays. Malheureusement, cette information n'était pas directement disponible. Théoriquement, ce nombre pourrait être déduit de la taille de la population juive dans chaque pays, sous l'hypothèse d'un rapport uniforme entre le nombre de dirigeants et la taille de la communauté. Cependant, cette hypothèse nierait le fait que ces ratios varient considérablement d'un pays à l'autre.
- b. La nécessité de comparer les résultats de l'enquête 2021 avec ceux des enquêtes précédentes rendait également indésirable la pondération de l'échantillon 2021. Les quatre vagues précédentes de l'enquête auprès des dirigeants et professionnels de la communauté juive européenne n'ont pas été pondérées. Par conséquent, afin de maintenir la cohérence, la continuité et la comparabilité, l'échantillon actuel de 2021 n'a pas non plus été pondéré.

X. Analyse comparative de l'échantillon français

Conclusions principales

- Avec 295 répondants sur 1 054, la France est le pays le plus représenté dans l'enquête.

- Les priorités des dirigeants français et leur perception des menaces sont largement conformes à celles de l'ensemble de l'enquête. Toutefois, les Français se montrent plus préoccupés que leurs pairs par la menace que représente *l'antisémitisme* (98 % d'entre eux y accordent une grande importance, contre 72 % dans l'ensemble), ainsi que par *une laïcité détournée vers une antireligion en Europe* (79 % contre 60 %).

- Les attitudes des dirigeants français à l'égard des questions de statut personnel de judaïsme reflètent une prédominance parmi les répondants d'orthodoxes, d'une part, et culturels/séculiers, d'autre part. Très peu s'identifient aux courants synagogaux non orthodoxes. Ainsi, alors que près de la moitié (48 %) des Français sont favorables à ce que *seuls ceux qui répondent aux critères halakhiques aient le droit de devenir membre de la communauté* (contre 38 % pour l'ensemble de l'enquête), ils sont également plus enclins que la moyenne à accepter que l'autodéfinition d'une personne *en tant que juive* soit suffisante (38 % contre 27 %). Les Français, cependant, sont plus favorables à l'idée d'*encourager l'époux ou épouse non juif d'un mariage mixte à se convertir* (54 % contre 45 %) et moins favorables à l'*admission des enfants de couples mixtes dans les écoles juives* (69 % contre 83 %).

- L'évaluation par les répondants français de la situation financière de leur communauté est moyenne à bonne, 65 % la qualifiant de *stable* et 15 % de *difficile mais gérable pour le moment*. Ils sont encore plus positifs quant à la santé financière de

leur propre organisation et plus optimistes quant à ses perspectives dans les 5 à 10 prochaines années (52 % s'attendent à ce qu'elle *s'améliore* ou *reste la même*) qu'ils ne le sont quant à celle de la communauté (37 %).

- Deux tiers (65 %) de l'échantillon français ont déclaré que leurs organisations ont été *durement impactées financièrement par la pandémie de la COVID-19*, et plus de la moitié d'entre elles (34 % de l'échantillon français total) ont qualifié cet impact de *fort*.

- Conformément à leur plus grande préoccupation concernant l'antisémitisme, les leaders français se sentent nettement moins en sécurité que leurs pairs. Seuls 58 % disent se sentir *plutôt en sécurité* (50 %) ou *très en sécurité* (8 %) en tant que juifs dans leur ville natale, contre 87 % (61 % et 14 %) dans toute l'Europe, tandis que 42 % disent se sentir *pas en sécurité* à des degrés divers (contre 23 %). Ils sont également plus pessimistes quant à l'antisémitisme dans les 5 à 10 prochaines années, 83 % d'entre eux s'attendant à ce qu'il s'aggrave, dont 54 % qui s'attendent à ce que les problèmes d'antisémitisme augmentent considérablement (contre 28 %).

- Seuls 52 % (contre 70 %) des dirigeants français pensent que leur gouvernement répond de manière adéquate aux besoins de sécurité de la communauté juive.

- Les répondants français, comme ceux de l'ensemble de la population, ont évalué de manière généralement positive les performances de leur organisation pendant la pandémie de la COVID-19. Comme pour l'échantillon plus large, le *maintien des liens et recrutement de nouveaux bénévoles* a été le domaine le moins bien évalué. Pour l'avenir, les Français ont donné la priorité au *développement de stratégies de sensibili-*

sation vers de nouveaux groupes et cibles et au recrutement de nouveaux bénévoles. Les Français ont indiqué que la pandémie avait eu relativement peu d'impact sur la *situation financière de leur foyer* ou leur *liens familiaux*, mais un tiers d'entre eux ont déclaré qu'elle avait eu un impact négatif sur leur *santé physique et psychologique*.

- Les dirigeants français sont d'accord avec leurs pairs (87 % contre 85 %) pour dire que *les Juifs européens ont une responsabilité particulière les uns envers les autres*, mais ils semblent nettement moins engagés dans les autres communautés juives européennes. Seuls 24 % (contre 40 % pour l'ensemble) disent *connaître les principales organisations juives européennes* et seuls 48 % (contre 81 %) pensent qu'il est *important d'en faire partie*. Les 29 % de dirigeants français qui disent avoir une *très bonne connaissance des réalités des autres communautés juives* sont également beaucoup plus faibles que la moyenne (50 %).

- Les dirigeants français sont moins nombreux que la moyenne à se montrer optimistes quant à l'avenir de l'Europe en général (32 % contre 52 %) ou à l'avenir des Juifs d'Europe (34 % contre 47 %).

- Comme les répondants à l'échelle européenne, les dirigeants français ont exprimé un fort soutien à Israël, 76 % (contre 75 %) étant d'accord pour dire que *tous les Juifs ont le devoir de soutenir Israël*. Ils se sont montrés plus disposés à soutenir Israël *quelles que soient les actions de son gouvernement* (70 % contre 66 %) et ont été moins enclins à reconnaître qu'ils avaient *parfois honte des actions du gouvernement d'Israël* (62 % contre 53 %). Et ce, même si 86 % (contre 81 %) sont d'accord pour dire que *les événements en Israël génèrent parfois une augmentation de l'antisémitisme dans leur pays*.

- Dans le même temps, les dirigeants français font preuve d'une plus grande

confiance en eux et d'une plus grande indépendance que leurs pairs en ce qui concerne leur relation avec Israël. Ils sont moins susceptibles d'être d'accord sur le fait qu'*Israël doit soutenir activement les communautés de diaspora* (64 % contre 78 %) ou qu'*Israël est crucial dans le maintien du judaïsme en Europe* (76 % contre 81 %), mais beaucoup plus susceptibles d'être d'accord sur le fait qu'*on peut être aussi bon juif en Europe qu'en Israël* (92 % contre 76 %).

- A l'instar de leurs pairs, les leaders français caractérisent leur communauté comme n'étant ni particulièrement unifiée ni particulièrement fragmentée. Les Français ne considèrent pas Israël comme un facteur de division au sein de leur communauté (54 % disent qu'il y a *peu ou pas* de division et 41 % d'*existante mais raisonnable*). De plus, seuls 14 % considèrent que les *tensions entre les différents courants religieux au sein de la communauté* sont sérieuses, bien qu'une proportion importante de 69 % s'attende à ce qu'elles s'aggravent.

- Les dirigeants français sont plus nombreux que les autres à déclarer que leur organisation n'a pas de *plan stratégique* (39 % contre 24 %) ou de *programme de gestion prévisionnelle de remplacement des cadres* (44 % contre 38 %) en place. Cet écart pourrait se creuser, puisque seulement 12 % des Français disent travailler actuellement sur un *plan stratégique* et seulement 14 % sur un *programme de gestion prévisionnelle de remplacement des cadres* (contre respectivement 31 % et 25 % de l'échantillon total).

- La présence des moins de 40 ans dans les conseils d'administration des leaders français est légèrement supérieure à la moyenne, même si la sous-représentation des femmes est un peu plus marquée que dans l'ensemble.

Profil des répondants français

Avec 295 répondants sur un total de 1 054 (28 %), les dirigeants juifs de France constituent le groupe de pays le plus représenté dans l'enquête.

La répartition par sexe des répondants français montre une nette prédominance des hommes (58 % d'hommes contre 42 % de femmes), comme dans l'ensemble de l'échantillon. Les répondants français sont toutefois plus âgés que leurs homologues européens, avec une moyenne d'âge de 59,3 ans contre 55,8 ans. Les deux tiers (67 %) des dirigeants français étaient âgés de 55 ans ou plus, contre un peu plus de la moitié (55 %) de l'ensemble des répondants, tandis que les Français

étaient moins nombreux à avoir 40 ans ou moins (10 % contre 17 %). Deux tiers des répondants (65 %) étaient des élus non rémunérés (53 %) ou des militants/bénévoles (12 %), le reste étant des rabbins (2 %) et d'autres professionnels de la communauté (33 %).

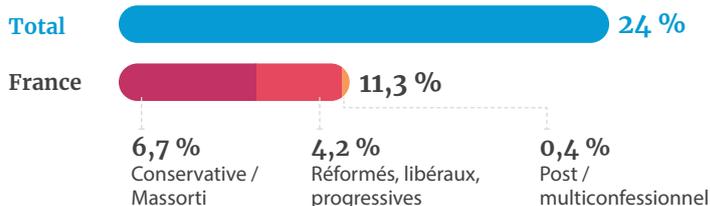
La figure 21 montre que l'échantillon français se distingue par sa forte représentation orthodoxe - 44,2 % (contre 35 % dans l'ensemble) - et en particulier par son grand nombre d'orthodoxes modernes, qui représentent plus d'un tiers du total (35 %).⁸ L'autre segment important est celui des juifs culturels, avec 37,4 %, ce qui correspond aux 35 % de l'enquête globale. Inversement, seule une petite minorité (11,3 %) des dirigeants français appartient à une confession non orthodoxe

Figure 21. Distribution des répondants par dénomination de la synagogue. Comparaison entre les échantillons français et européen, 2021.

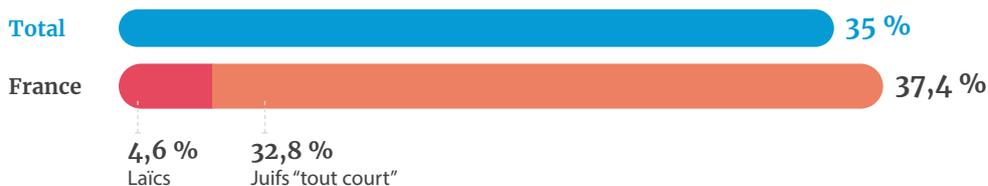
Orthodoxes



Massorti, Libéraux, Réformés

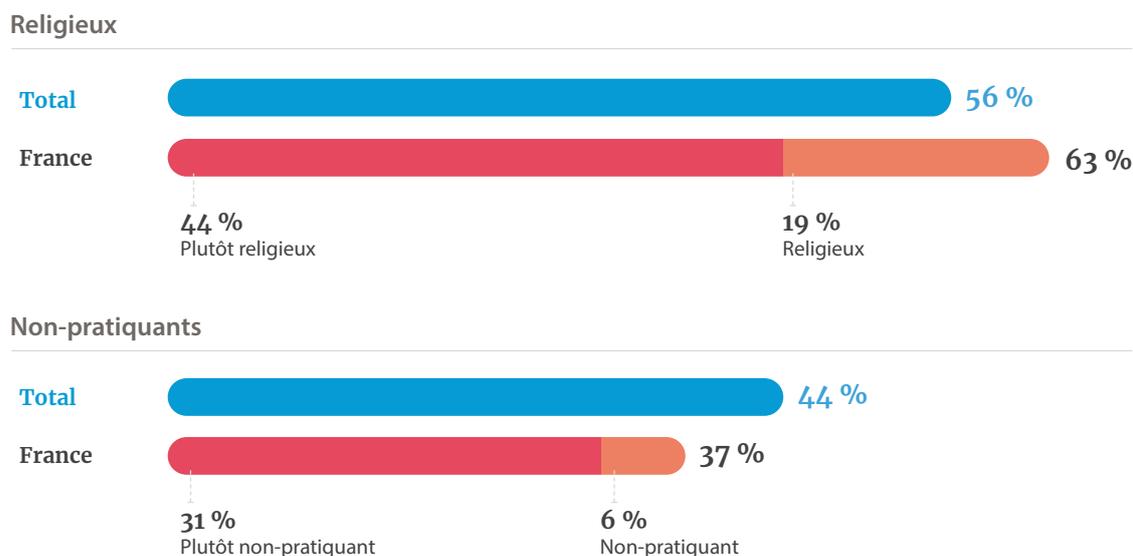


Culturel



⁸ Dans le questionnaire d'enquête, l'option "orthodoxe moderne" était proposée en même temps que "Consistoire", un terme faisant référence à un courant juif cautionné par le Consistoire central du judaïsme français.

Figure 22. Répartition des répondants selon leur auto-définition religieuse. Comparaison entre l'échantillon français et l'échantillon européen, 2021.



(Massorti/Conservative et Réformé/Libéral/Progressiste) contre près d'un quart (24 %) de l'enquête en général.

Cette tendance se reflète dans la manière dont les personnes interrogées définissent leurs propres perspectives (voir figure 22). Ils sont plus nombreux à se considérer comme religieux à un certain degré (63 % contre 56 % en Europe) et moins nombreux à s'identifier comme non-pratiquants (37 % contre 44 %).

Priorités et menaces pour la communauté

Les données présentées dans la figure 23 montrent que les priorités des dirigeants juifs de France sont largement conformes à celles de leurs pairs européens. Ainsi, lorsqu'on leur a demandé d'évaluer, sur une échelle de 1 à 10, l'importance de 18 enjeux différents pour les 5 à 10 prochaines années, les dirigeants français, comme leurs collègues européens, ont classé *combattre l'antisémitisme* en tête de leurs priorités, suivie du *soutien aux juifs en précarité dans leur communauté* et de *l'inclusion la jeunesse engagée dans les structures de gouvernance*.

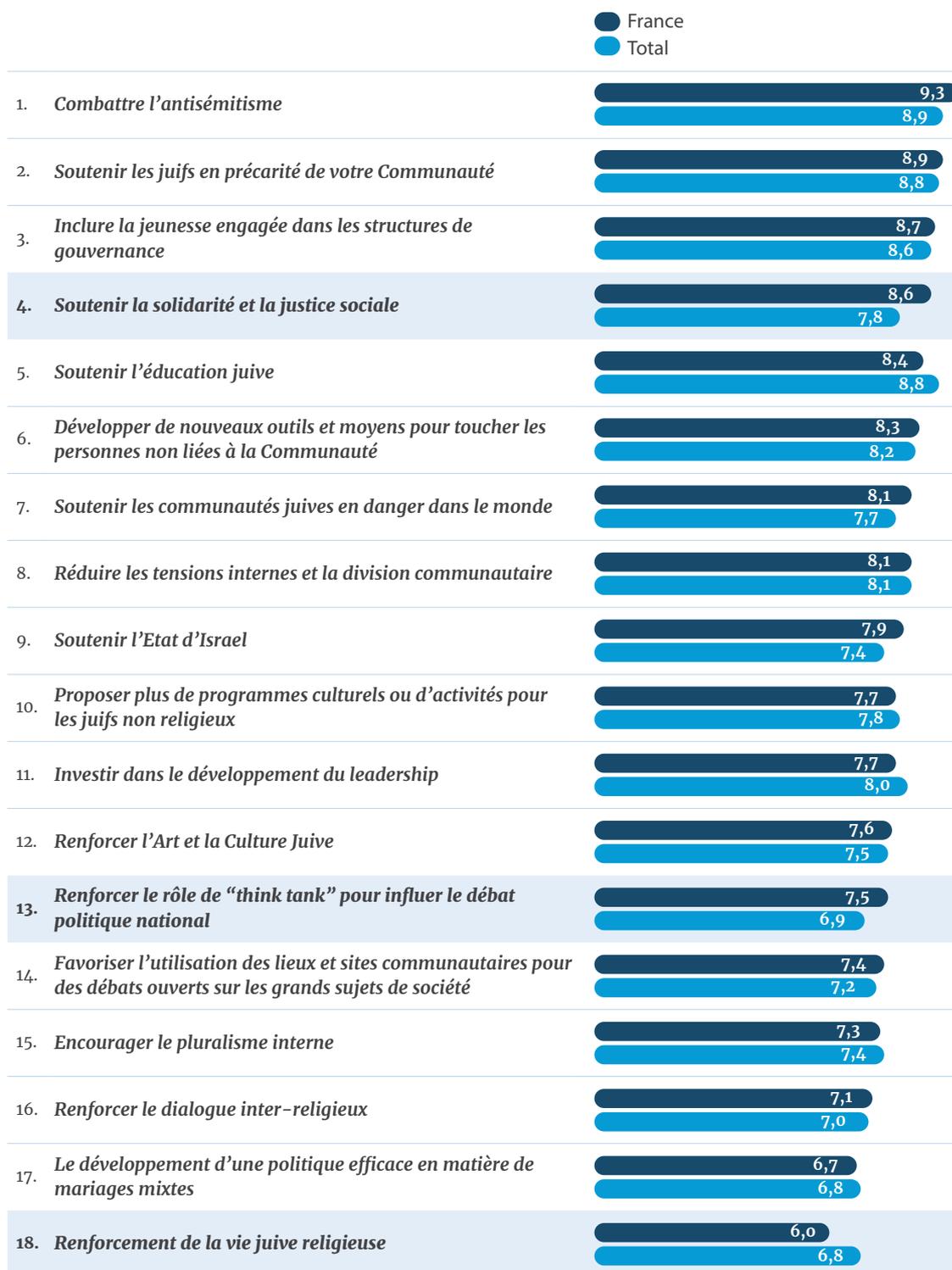
Alors que les Français et l'ensemble des répondants ont attribué des notes similaires à la plupart des questions, les Français considèrent que *combattre l'antisémitisme* est plus urgent que la moyenne, avec une note de 9,3 contre 8,9 pour l'ensemble des répondants. Compte tenu de cette préoccupation et de l'émergence de l'antisémitisme comme forme prévalente d'antisémitisme, il n'est pas surprenant que les Français aient également accordé une note plus élevée au *soutien de l'État d'Israël* que leurs pairs (7,9 contre 7,4) et plus élevée que celle de l'échantillon français lors de l'enquête précédente en 2018 (7,5 - données non présentées dans le graphique).

La figure met en évidence trois autres exceptions notables à la tendance générale. Tout d'abord, les Français ont accordé une priorité particulièrement élevée au *soutien de la solidarité et de la justice sociale*, qu'ils ont classé en quatrième position avec un score de 8,6, contre 7,8 en huitième position pour l'ensemble. Cela peut être lié à la deuxième différence mise en évidence, la priorité plus élevée que les Français accordent au *renforcement du rôle de "think tank" pour influencer la politique nationale*, qu'ils classent à 7,5 contre 6,8 pour les répondants en général.

La troisième différence intéressante est le classement relativement bas que les Français ont donné au *renforcement de la vie religieuse juive*, avec une note de 6,0 seulement, contre

6,8 pour leurs pairs. Cela reflète probablement les institutions plus fortes et les activités plus variées disponibles dans ce qui est de loin la plus grande communauté juive d'Europe.

Figure 23. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous pensez que les éléments suivants devraient être prioritaires dans les 5 à 10 prochaines années. » Enquête France vs Total, réponses sur une échelle de 1 à 10.



Dans un domaine connexe, les répondants français sont largement d'accord avec leurs pairs sur l'importance des connexions de leurs organisations avec les autres établies dans leur ville. De fortes majorités dans les deux échantillons - 62 % des Français et 61 % de l'ensemble - ont déclaré que de telles connexions étaient très importantes, la plupart des autres (29 % des Français contre 33 % des autres) ayant déclaré qu'elles étaient importantes mais pas critiques.

Les priorités des dirigeants français reflètent, dans une large mesure, leur évaluation des menaces auxquelles leur communauté est confrontée, comme le montre la figure 24. Lorsqu'on leur demande de classer diverses menaces sur une échelle de 1 à 5, ils sont beaucoup plus susceptibles que leurs pairs d'attribuer une note de 4 ou 5 à *l'antisémitisme* (89 % contre 72 % dans l'ensemble), ainsi qu'au *terrorisme et à la violence contre les Juifs* (88 % contre 53 %). Les Français ont également tendance à prendre plus au sérieux *une laïcité détournée vers une antireligion en Europe*, 66 % d'entre eux leur accordant une note élevée, contre 60 % pour l'ensemble des répondants.

Les Français sont beaucoup plus préoccupés que leurs homologues par les principales menaces internes, avec en tête de liste le *manque de leaders efficaces* : 79 % d'entre eux lui ont attribué la note 4 ou 5, contre 60 % de l'échantillon total. Ils sont également plus préoccupés par *l'augmentation du taux de mariages mixtes* (58 % contre 48 %), et beaucoup plus que les dirigeants français ne l'étaient il y a trois ans (40 % - données non présentées dans le graphique). Le *manque de renouvellement dans les organisations juives* est également cité plus souvent (76 % contre 69 %), ainsi que le *manque de pluralisme juif* (52 % contre 43 %).

Les menaces économiques sont perçues comme plus aiguës par les Français que par les dirigeants à l'échelle européenne. Les Français considèrent beaucoup plus sérieu-

“ Il faut développer une éducation aux valeurs du judaïsme qui ne soit pas exclusivement religieuse y compris chez les religieux.”
(Représentant élu)

“Le manque de pluralité dans les instances représentantes et l'absence d'ouverture entre les différents courants sont aussi nocives pour le judaïsme que l'antisémitisme.”
(Représentant élu)

“Le problème majeur de la vie juive est l'absence de filière visible et transparente de renouvellement de dirigeants. Les dirigeants actuels, pris par l'urgence et par des conflits entre organisations, ne semblent pas être en mesure de renouveler la vision et d'établir un horizon dynamique pour les membres de leurs associations, et encore moins pour l'ensemble de la communauté.”
(Représentante élue)

“ Les juifs qui n'expriment pas leurs identités à travers une vie pratiquante, une synagogue où autre cadre "traditionnel" ont du mal à trouver une place communautaire qui leurs correspond.”
(Professionnel communautaire)

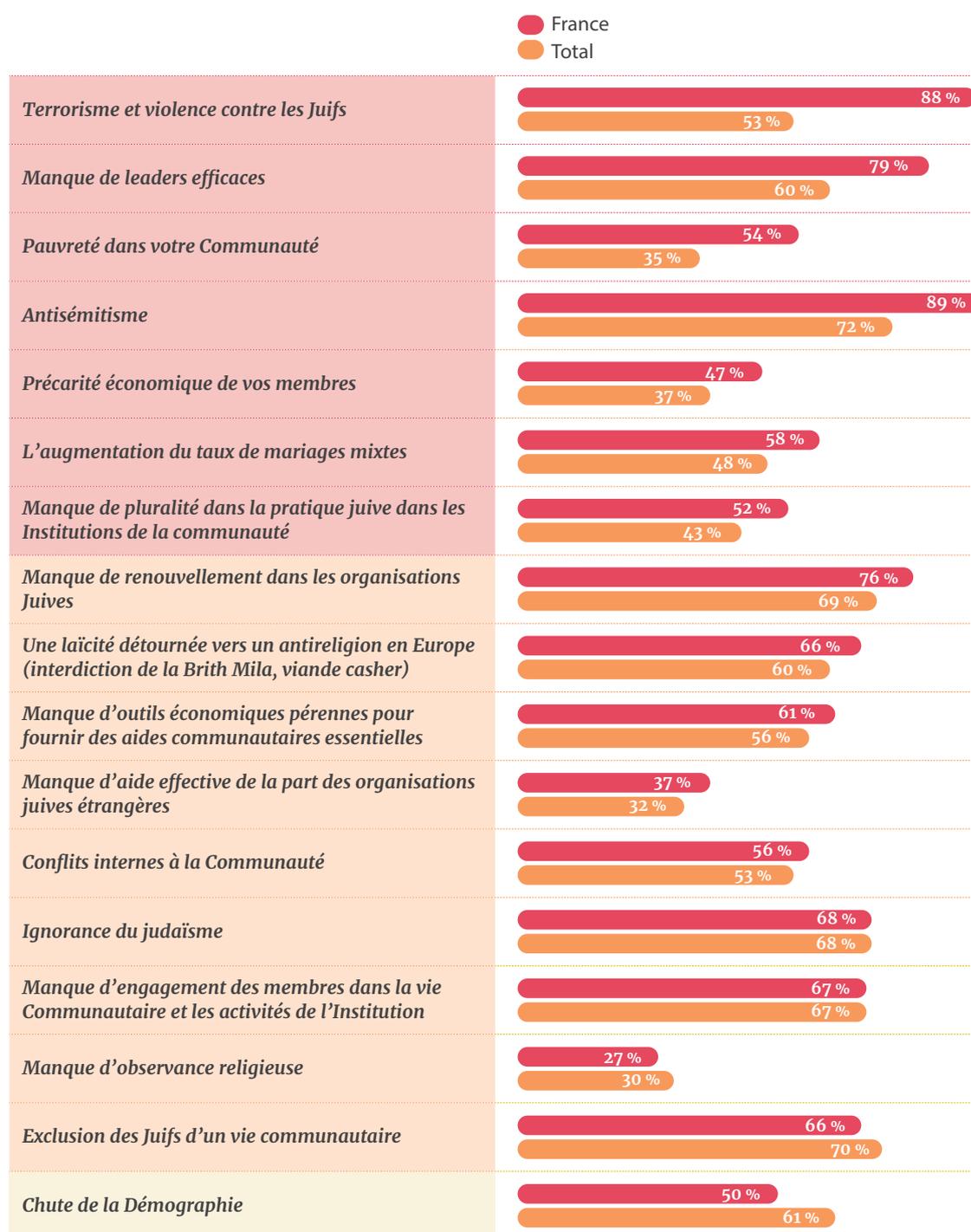
sement la *pauvreté dans leur communauté* (54 % la classent comme une menace grave contre 35 %), ainsi que la *précarité économique de leurs membres* (47 % contre 37 %). Dans les deux cas, les réponses des Français sont en hausse par rapport aux 25 % et 42 % qui les considéraient comme des menaces sérieuses en 2018 (données non présentées sur le graphique).

Les dirigeants français étaient, en outre, plus susceptibles que leurs pairs de voir un danger dans le *manque d'outils économiques pérennes pour fournir des aides communautaires essentielles* (61 % contre 56 %). Et si seulement 37 % d'entre eux se sont dits préoccupés par le

manque d'aide effective de la part des organisations juives étrangères, c'est plus que les 32 % de l'ensemble des répondants qui l'ont fait.

Dans le même temps, les dirigeants français étaient moins susceptibles que leurs pairs

Figure 24. « Lesquelles des menaces suivantes sont les plus sérieuses pour le futur d'une vie juive dans votre pays ? » Pourcentage de répondants donnant un score de 4 ou 5 sur une échelle de 1 à 5. Points communs et différences entre la France et l'enquête totale.



de voir une menace dans l'*exclusion des juifs d'une vie communautaire* (66 % contre 70 %), et beaucoup moins susceptibles de considérer la *chute de la démographie* sous cet angle (50 % contre 61 %).

Les répondants français étaient en phase avec l'échantillon général dans leur évaluation du degré d'unité ou de fragmentation de leur communauté. Sur une échelle de 1 à 10, où 1 correspond à une communauté complètement fragmentée et 10 à une communauté complètement unifiée, les leaders français ont donné à leur communauté une note de 5,6, contre 5,7 pour l'ensemble des répondants.

“Je pense que la communauté juive de France et d'Europe en général vit une situation très difficile et inédite et en tant que dirigeant d'une structure communautaire nous devons être particulièrement vigilants au niveau de la sécurité de notre public et lutter plus activement contre l'antisémitisme.”
(Représentante élue)

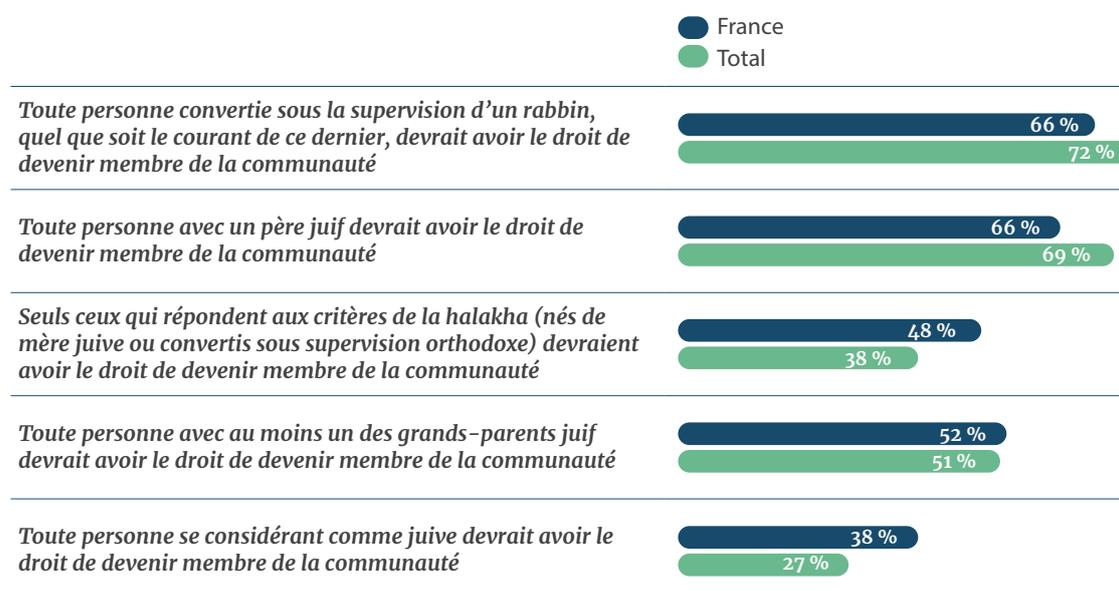
Questions de statut

Les données d'enquête de la figure 25 révèlent quelques tendances notables sur la question de l'éligibilité à l'appartenance à la communauté juive. Elles semblent correspondre à la composition religieuse de l'échantillon français, dans lequel deux grands groupes - les juifs orthodoxes et les juifs culturels - prédominent.

Tout d'abord, les Français indiquent un plus grand soutien aux normes normatives / halachiques que leurs pairs, avec près de la moitié (48 %) disant que *seuls les critères halachiques* devraient s'appliquer (toute personne née de mère juive ou qui s'est convertie sous supervision orthodoxe), contre 38 % dans l'ensemble. Ils sont également moins susceptibles (66 % contre 72 %) d'*accepter les personnes converties sous la supervision d'un rabbin, quel que soit le courant de ce dernier*.

Dans le même temps, les dirigeants français sont un peu plus enclins - 38 % contre 27 % - à *accepter l'autodéfinition* et à *permettre à toute personne qui se considère comme juive de devenir membre de la communauté*. Quant

Figure 25. « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou non avec les déclarations suivantes » concernant les critères d'adhésion. Réponses *plutôt d'accord* et *tout à fait d'accord*. France vs. Total de l'enquête.



à savoir si le *fait d'avoir un père juif* - "ascendance patrilinéaire" - ou un *seul grand-parent juif* est suffisant, les réponses françaises sont très similaires à celles de l'enquête globale (66 % contre 69 % et 52 % contre 51 % respectivement).

L'acceptation par les répondants français *des couples mixtes en tant que membres de la communauté* (64 %) est également conforme à l'enquête globale (66 %). Il en va de même pour *la nécessité de mettre en place des espaces ou des programmes adéquats pour mieux intégrer les familles constituées par des couples mixtes* (72 % pour les Français et 77 % pour les autres).

Les Français sont plus favorables (54 %) que leurs pairs (45 %) à l'idée *d'encourager activement les conjoints non juifs à se convertir au judaïsme*, mais moins favorables à l'idée *de permettre aux couples mixtes de célébrer un mariage juif dans la communauté* (36 % contre 43 % dans l'ensemble). De même, les Français sont moins enclins (69 % contre 83 %) à *admettre les enfants de couples mariés dans les écoles juives, qu'ils soient de mère ou de père juif*. Enfin, bien que les chiffres restent faibles, les Français sont plus enclins que l'ensemble de l'enquête - 18 % contre 11 % - à *soutenir l'interdiction faite aux couples mixtes de devenir des membres de la communauté*.

La question des tensions entre les différents courants juifs en France doit être considérée dans le contexte de la faible représentation des courants non-orthodoxes parmi les dirigeants français interrogés (voir le tableau 3 et l'analyse connexe ci-dessus) et semble être une préoccupation croissante. Une grande majorité des répondants français - 87 % - reconnaissent l'existence de tensions entre les courants, et si seulement 14 % les considèrent comme sérieuses à l'heure actuelle, ils expriment un pessimisme considérable quant à l'évolution du statut dans les 5 à 10 prochaines années. Plus des deux tiers de l'échantillon français - 69 % - s'attendent à ce qu'elles deviennent plus problématiques, y

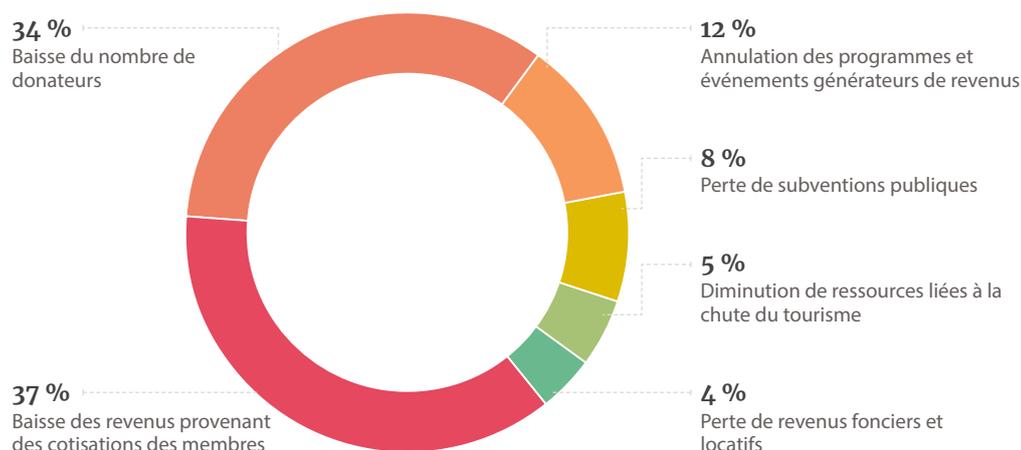
compris un cinquième (20 %) qui considère qu'elles représentent une *menace pour le futur d'une vie juive dans leur pays*. Seuls 2 % pensent qu'ils *deviendront moins problématiques*, tandis que 29 % prévoient qu'ils resteront les mêmes.

Situation financière

L'évaluation par les dirigeants français de la situation financière de leur communauté semble être modérée à bonne, les deux tiers (65 %) la qualifiant de *stable* (15 %) ou de *difficile mais gérable pour le moment* (50 %). Cependant, environ un quart (26 %) des dirigeants français déclarent que la situation est *tendue et de moins en moins gérable*, tandis que 2 % estiment qu'elle est *critique*.

En comparaison, l'évaluation par les dirigeants français de la santé financière de leur propre organisation est beaucoup plus positive. Ils sont plus de deux fois plus nombreux à déclarer que les finances de leur propre organisation sont *stables* (34 %) que celles de leur communauté (15 %) et 48 % considèrent que la situation est *tendue mais acceptable*. Seuls 10 % considèrent que la situation est *tendue et inquiétante* (contre 26 % pour l'ensemble de la communauté), et 2 % qu'elle est *critique*.

Ils sont également plus optimistes quant aux perspectives financières de leur propre organisation au cours des 5 à 10 prochaines années que pour celles de leur communauté. Un peu plus de la moitié (52 %) s'attendent à ce que la situation financière de leur organisation *s'améliore considérablement* (6 %), *s'améliore légèrement* (22 %) ou *reste la même* (24 %), alors que seulement 37 % expriment un optimisme similaire pour leur communauté (3 %, 13 % et 21 % respectivement). En effet, ils sont beaucoup plus nombreux à s'attendre à ce que la situation financière de leur communauté se détériore dans les années à venir (47 %) qu'à avoir des inquiétudes similaires concernant celle de leur propre organisation (35 %).

Figure 26. Sources des pertes financières dues au COVID-19.

Néanmoins, comme le montre la figure 26, 65 % des répondants français ont déclaré que leur organisation a subi des pertes financières en raison de la COVID-19, dont plus d'un tiers (34 %) a déclaré que ces pertes étaient fortes. Les dirigeants les attribuent en grande partie à une baisse des revenus provenant des *cotisations des membres* (37 %) et du *nombre de donateurs* (34 %). D'autres facteurs (baisse des frais de participation et des frais de scolarité, augmentation des besoins) sont à l'origine de 12 % des pertes, et la réduction des financements publics de 8 %.

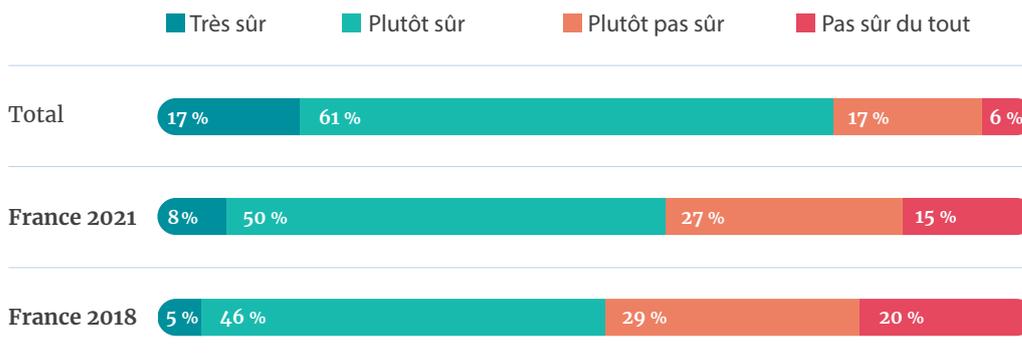
Sûreté et sécurité

Conformément à leurs préoccupations accrues concernant l'antisémitisme, les diri-

geants français se sentent nettement moins en sécurité que leurs pairs.

Alors que 78 % des répondants à l'échelle européenne ont déclaré se sentir *très en sécurité* (17 %) ou *plutôt en sécurité* (61 %) en tant que juif dans leur ville natale, et que 73 % des Européens de l'Ouest ont le même sentiment (14 % et 59 %), seuls 58 % des Français ont un sentiment de sécurité comparable (8 % et 50 %). A l'inverse, 42 % ont déclaré se sentir *pas en sécurité* à un degré ou à un autre, contre 27 % de l'ensemble des répondants d'Europe occidentale et plus de trois fois plus que les 23 % de l'ensemble des répondants.

En outre, dans ce qui est sans doute un facteur contribuant à leur faible sentiment de sécurité, seuls 52 % des répondants français

Figure 27. « Dans quelle mesure pensez-vous qu'à l'heure actuelle, il est possible de vivre son judaïsme en toute sécurité dans la ville où vous résidez ? » Comparaison enquête totale vs France 2021 vs France 2018.

pensent que *le gouvernement répond correctement aux impératifs de sécurité de la communauté juive*. En comparaison, 70 % des dirigeants européens ont la même opinion de leur gouvernement.

Il est intéressant de noter que ces chiffres se sont quelque peu améliorés depuis 2018. À cette époque, les répondants français se partageaient équitablement entre ceux qui se sentaient en sécurité et ceux qui ne se sentaient pas en sécurité.

Les dirigeants français sont également beaucoup plus pessimistes quant à l'intensité de l'antisémitisme dans les 5 à 10 prochaines années. En effet, 83 % d'entre eux s'attendent à ce que les problèmes d'antisémitisme augmentent, presque deux fois plus (54 %) s'attendant à ce que ces problèmes *augmentent considérablement que légèrement* (29 %).

Ce pessimisme est beaucoup plus prononcé que chez les autres répondants. Seuls 68 % de l'ensemble des répondants et 72 % des Européens de l'Ouest s'attendent à ce que les problèmes d'antisémitisme augmentent. De plus, contrairement aux Français, ils sont moins nombreux à s'attendre à ce que ces problèmes *augmentent considérablement* (28 % de l'ensemble des sondés et 33 % des Européens de l'Ouest) qu'à ce qu'ils *augmentent légèrement* (40 % et 39 %).

Ces appréciations trouvent également leur expression dans la position des répondants français sur l'émigration. Alors qu'en moyenne, 23 % des répondants européens ont envisagé d'émigrer au cours des cinq dernières années, 37 % des Français l'ont fait, dont 5 % qui ont activement préparé leur départ. La grande majorité de ceux qui ont envisagé d'émigrer - 77 % - ont choisi Israël comme destination privilégiée.

En ce qui concerne l'émigration juive de leur pays dans son ensemble, 67 % s'attendent à ce qu'elle augmente (22 % s'attendent à ce que l'augmentation soit *significative*). Parmi

eux, 58 % citent l'antisémitisme comme cause principale.

Les projections des dirigeants concernant les destinations que choisiront les émigrés juifs français diffèrent de leurs propres préférences. Ils affirment qu'Israël sera la destination la plus populaire pour les autres Juifs français, comme elle l'est pour eux-mêmes, mais dans une mesure plus limitée (50 % contre 77 %). Ils s'attendent à ce que les Etats-Unis et le Canada soient plus populaires parmi les émigrés en général (21 % et 20 %) qu'ils ne semblent l'être pour eux personnellement (9 % et 8 %).

L'impact de COVID-19 sur la communauté juive de France

Lorsqu'on leur a demandé d'évaluer la performance de leur propre organisation pendant la pandémie de Covid 19, les dirigeants français se sont montrés généralement positifs, comme l'ensemble des personnes interrogées, mais de manière constante moins positive. Comme leurs pairs, ils se sont attribués les meilleures notes pour le *maintien des liens avec les personnes de la communauté*, 76 % d'entre eux jugeant leur performance bonne ou très bonne (contre 80 % pour l'Europe). Ils ont également déclaré avoir obtenu de bons résultats dans la *transformation de leurs services grâce au numérique* (27 % des Français contre 77 % pour l'ensemble de l'Europe), ainsi que dans le *soutien et l'aide aux personnes les plus fragiles de la communauté* (67 % contre 76 % pour l'ensemble de l'Europe). Le domaine dans lequel ils disent avoir le moins bien réussi est celui de l'*engagement de nouvelles personnes et bénévoles* pendant la pandémie, avec seulement 40 % des Français évaluant positivement leurs efforts (contre 48 %).

Les données de l'enquête donnent également un aperçu des aspects organisationnels de leur réponse. La moitié (50 %) ont déclaré que leur organisation dispose d'un

groupe de travail dédié au plan d'urgence, et 72 % qu'ils ont lancé de nouvelles initiatives communautaires pendant la pandémie. Deux tiers (65 %) ont déclaré que leur organisation a mis en place des partenariats avec des structures publiques ou des associations en dehors de la communauté, bien que 13 % aient dit qu'ils l'ont fait dans une moindre mesure qu'auparavant.

En outre, à l'image de la mauvaise note qu'ils ont attribuée aux efforts de sensibilisation de leur propre organisation, 41 % ont déclaré qu'elle n'était pas en mesure d'attirer de nouvelles personnes, et 38 % qu'elle n'y parvenait que de manière limitée. Sans surprise, le développement de stratégies de sensibilisation vers de nouveaux groupes cibles figure parmi les domaines que les dirigeants français considèrent comme prioritaires, avec une note d'urgence de 7,0/10. Il est devancé par le domaine connexe du recrutement de nouveaux bénévoles (7,2) et rejoint celui de l'aide aux membres en situation précaire (7,0).

En général, les priorités des Français sont très similaires à celles de l'ensemble de l'enquête. Cependant, ils ont accordé des notes légèrement inférieures à la moyenne à l'amélioration de la communication avec les membres de la communauté (6,2 contre 6,9), à la révision du modèle économique de leur institution (5,9 contre 6,3) et à la révision de la gouvernance et des processus de décision (5,4 contre 5,8). Dans le même temps, ils attachent plus d'importance à l'amélioration du dialogue et à la création de partenariats avec d'autres institutions juives, qui a obtenu un score de 6,9 et a été classée troisième par les répondants français (vs 8ème dans l'enquête globale, avec un score de 6,5).

Interrogés sur la façon dont la pandémie les a affectés personnellement, les Français ont fait état d'un impact relativement faible. La majorité d'entre eux ont déclaré que leur situation financière (83 %) et leur vie familiale (65 %) avaient peu changé - 13 % ont même déclaré que leur situation familiale s'était

“La crise du COVID a fait apparaître une précarité chez un nouveau type de public (jeune couple en accession à la propriété dont l'un des membres ou les deux ont perdu leurs emplois suite à la crise sanitaire ou ont vu leurs ressources diminuer et du coup difficultés à payer les crédits en cours, situations de surendettement.”
(Professionnelle communautaire)

“Avec la crise du COVID, on s'est bien rendu compte que la communauté avait du mal à lever des fonds et à les attribuer rapidement aux structures qui en avaient besoin, notamment les écoles, pour soulager leurs membres.”
(Professionnelle communautaire)

“Nous avons eu accès à de nouveaux publics et de nouvelles ressources et compétences humaines, via le numérique, hors périmètre géographique traditionnel de la communauté.”
(Représentant élu)

améliorée. Cependant, alors que la plupart des personnes interrogées ont déclaré que leur santé physique et psychologique était restée inchangée (60 %), un tiers d'entre elles (33 %) ont fait état d'une détérioration (contre 10 % et 14 % respectivement dans les catégories "finances" et "vie du foyer").

Europe et Israël

Dans l'ensemble, les opinions des dirigeants français sur l'Europe et les Juifs d'Europe sont conformes à celles de leurs pairs, avec quelques différences notables. Celles-ci peuvent, du moins en partie, être l'expression d'une certaine insularité née de la po-

Figure 28. « En réfléchissant vers le long terme, vers quelles priorités votre institution/organisation doit-elle aller ? Utiliser une échelle de 1 à 10, où 1 veut dire *très peu prioritaire* et 10 veut dire *urgence*. » Total de l'enquête par rapport à la France.



sition des Juifs français en tant que communauté de loin la plus importante en Europe et la deuxième plus importante (après les États-Unis) dans l'ensemble de la diaspora.

Ainsi, alors que les répondants français sont tout aussi d'accord que les répondants en général sur le fait que les Juifs européens ont une responsabilité particulière les uns envers les autres (87 % contre 85 %), ils admettent connaître significativement moins bien *les programmes et les objectifs des principales organisations juives européennes* (24 % des Français disent qu'ils sont familiers

contre 40 % en général) et sont moins au fait des réalités *des autres communautés juives européennes* (29 % contre 50 %). Ils sont également beaucoup moins susceptibles d'être d'accord sur *l'importance d'appartenir à des organisations juives européennes* (48 % contre 81 %).

Parmi les autres différences notables, les dirigeants français sont moins susceptibles de convenir que *la Shoah doit rester un facteur essentiel pour les Juifs d'Europe* (77 % contre 84 %), et ils sont moins nombreux à être tout à fait d'accord avec cette affirmation (35 %

contre 44 %). Cela peut être l'expression de la démographie juive particulière de la France, avec sa forte proportion de Juifs d'Afrique du Nord, dont la plupart des familles ont immigré après la Seconde Guerre mondiale et dont peu ont été directement touchées par la Shoah.

Les dirigeants français sont également un peu moins enclins (79 % contre 84 %) à croire que *la communauté juive européenne a des idées uniques et précieuses à partager avec les communautés juives du reste du monde*. Cela peut être un symptôme de leur préoccupation supérieure à la moyenne concernant l'antisémitisme et la sécurité, ou de leur vision plus sombre de l'avenir. Ils sont moins optimistes quant aux perspectives de l'Europe en général (43 % de disent optimistes contre 52 % pour l'ensemble des répondants) ainsi qu'à celles des Juifs du continent, avec seulement 34 % des Français (contre 47 % pour l'ensemble des répondants) qui sont d'accord pour dire que *l'avenir de la communauté juive européenne est dynamique et positif*.

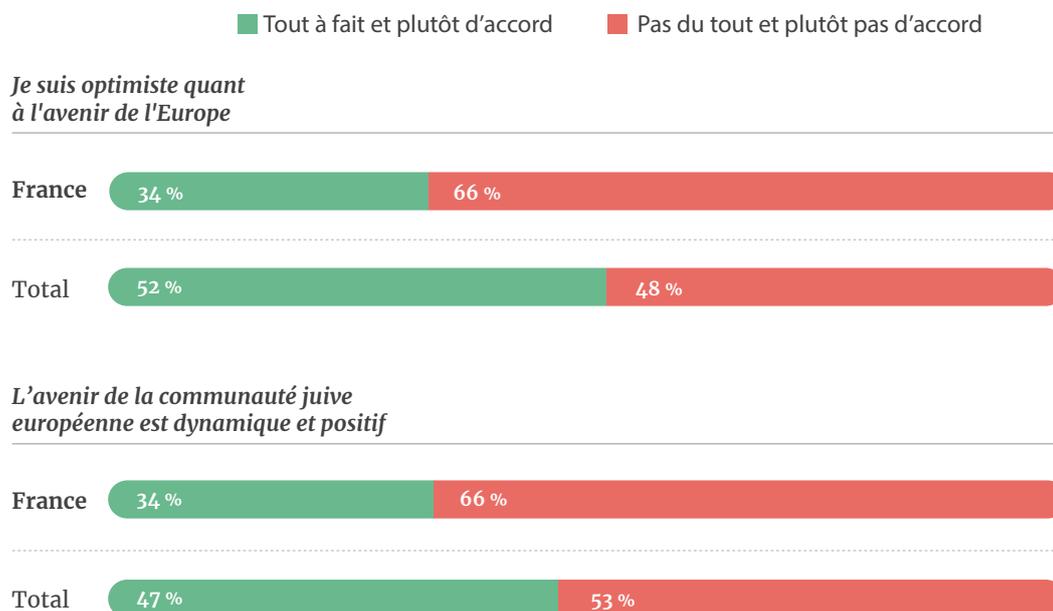
Comme les personnes interrogées dans toute l'Europe, les dirigeants français ont montré un fort soutien à Israël, 76 % d'entre eux

étant d'accord pour dire que *tous les Juifs ont le devoir de soutenir Israël* (75 % de l'échantillon total). Ils se sont montrés plus disposés que leurs pairs à *soutenir Israël quelles que soient les actions de son gouvernement* (70 % contre 66 % en général) et à ne pas être d'accord avec l'affirmation *J'ai parfois honte des actions du gouvernement israélien* (62 % de Français en désaccord contre 53 %).

Dans le même temps, les dirigeants français font preuve d'indépendance et de confiance en eux par rapport à l'Etat juif. Ils sont beaucoup moins susceptibles que leurs pairs (64 % contre 78 %) de croire qu'*Israël doit soutenir activement les communautés juives de la Diaspora*, et moins susceptibles de convenir qu'*Israël joue un rôle crucial dans le maintien de la vie juive en Europe* (76 % contre 81 %). De même, une majorité écrasante de 92 % est d'accord pour dire que *l'on peut être un bon juif aussi bien en Europe qu'en Israël*, contre 76 % dans l'ensemble de l'enquête.

Néanmoins, les dirigeants français sont plus préoccupés que leurs pairs par l'impact d'Israël sur leur propre situation, 86 % d'entre eux étant d'accord pour dire que *les événements en Israël génèrent parfois une montée*

Figure 29. Optimisme à propos de l'Europe. France vs. Total de l'enquête.



de l'antisémitisme chez eux, contre 81 % dans l'ensemble. Ils sont également beaucoup plus susceptibles que leurs pairs de convenir que les médias de mon pays donnent régulièrement une mauvaise image d'Israël (87 % contre 70 %).

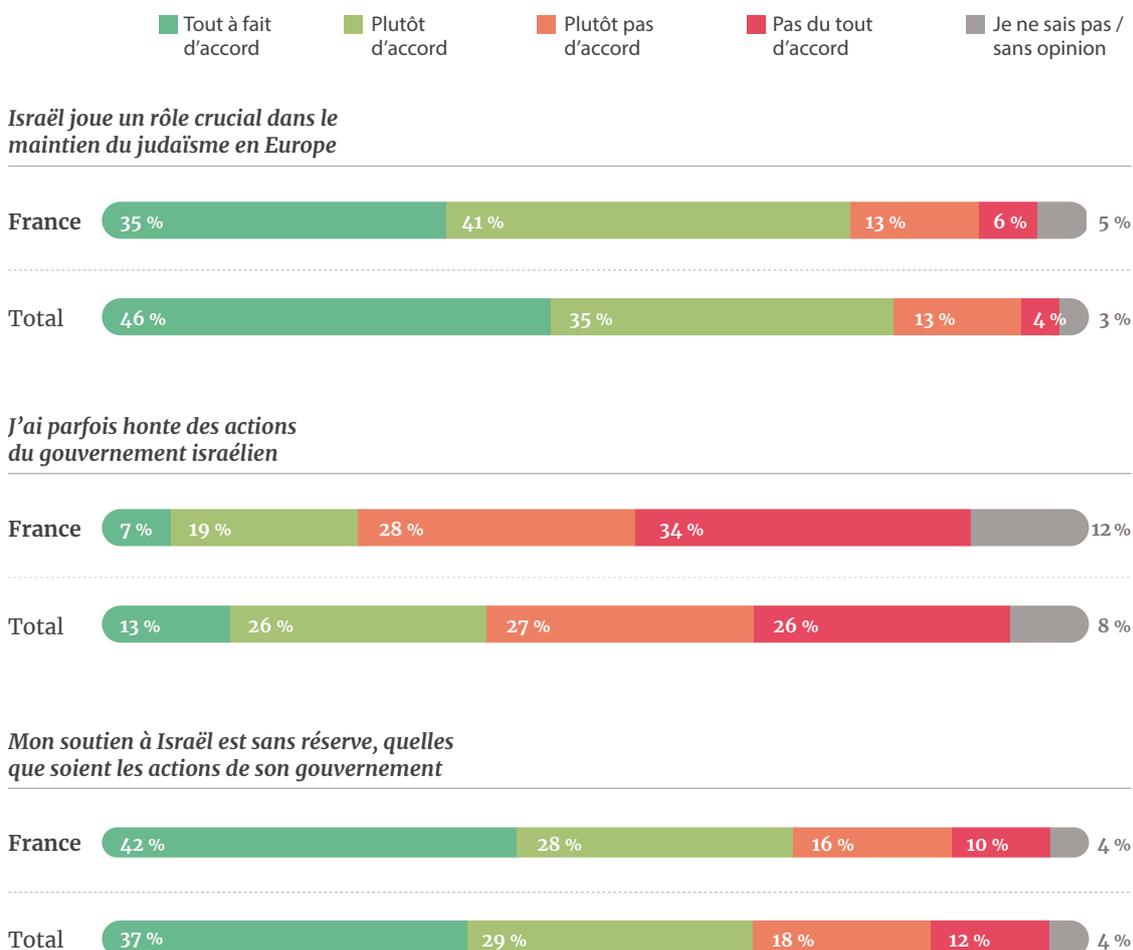
Les réponses françaises suggèrent que la division au sujet d'Israël est légèrement plus faible au sein de la communauté juive française que dans les autres pays d'Europe. Plus de la moitié - 54 % - disent qu'il y a peu ou pas de division, contre 58 % des répondants en général. En outre, 41 % des personnes interrogées considèrent que la division est réelle mais gérable, et seulement 5 % pensent qu'elle est très importante. Cette différence explique probablement le soutien légèrement plus faible des répondants français à l'idée que les communautés juives offrent

l'opportunité à leurs membres de partager différentes opinions sur Israël et sa politique (77 % contre 81 %).

Stratégie communautaire

Les réponses des dirigeants français indiquent que leurs organisations sont en retard par rapport à leurs pairs en matière de préparation de l'avenir. Alors que la proportion de Français qui disent que leur organisation a développé un plan stratégique (37 %) est similaire à celle de l'Europe (35 %), le nombre de ceux qui disent ne pas en avoir développé est significativement plus élevé que la moyenne - 39 % contre 24 %. De plus, alors que 31 % des répondants dans l'ensemble déclarent travailler actuellement sur un plan stratégique, le chiffre parallèle chez

Figure 30. Déclarations choisies sur Israël. France vs. Total de l'enquête.



les Français n'est que de 12 %, ce qui suggère que l'écart se creuse.

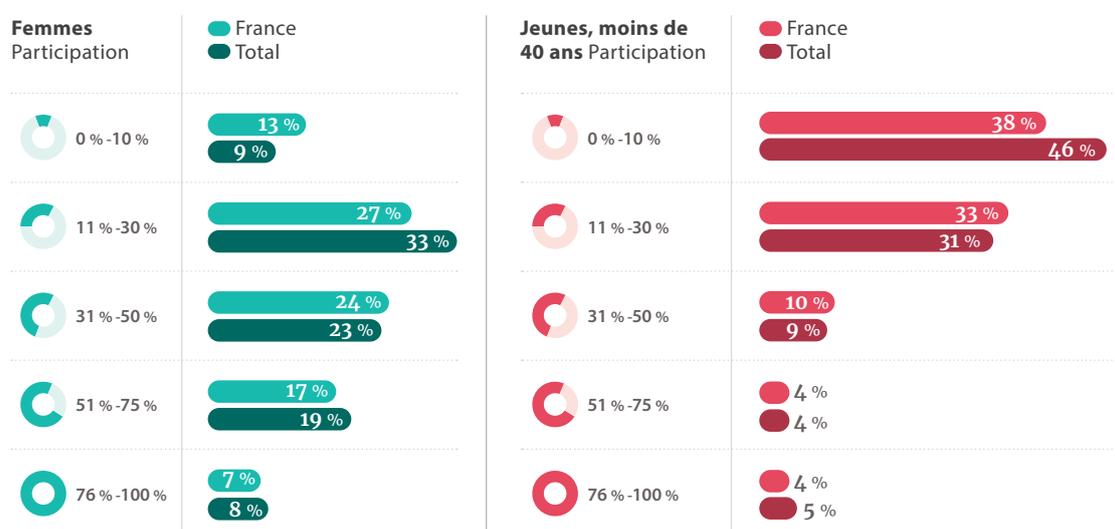
Une image similaire, bien que légèrement moins prononcée, se dégage de la planification de la succession des dirigeants. En la matière, les 24 % des Français qui déclarent que leur organisation a mis en place un plan de succession sont identiques au chiffre global. Cependant, là encore, les Français sont plus nombreux que les Européens à déclarer qu'ils n'ont pas de plan de ce type (44 % contre 38 %) et ils sont moins nombreux à dire qu'ils y travaillent (14 % contre 25 %).

En pratique, les Français indiquent que seulement 8 % des membres du conseil d'administration de leur organisation ont moins de 40 ans, ce qui est similaire aux 9 % de l'enquête totale. Mais si 38 % des Français déclarent que les moins de 40 ans représentent moins d'un membre du conseil d'administration sur 10, ce chiffre est nettement inférieur à la moyenne européenne de 46 %.

Interrogés sur la répartition des genres au sein du conseil d'administration de leur organisation, 24 % des Français ont déclaré que plus de la moitié des membres de leur conseil d'administration étaient des femmes,

contre 27 % dans l'ensemble. En outre, 13 % des répondants français ont déclaré que les femmes représentaient moins d'un membre sur dix du conseil d'administration, contre 9 % des répondants dans l'ensemble.

Figure 31. « Quel pourcentage du conseil d'administration de votre organisation/institution est ... ? » France vs. Total de l'enquête.



Le Centre International pour le Développement des Communautés du JDC (JDC-ICCD) est l'entité indépendante de recherche et d'évaluation en Europe du American Jewish Joint Distribution Committee (JDC). Fondé en 2005, le JDC-ICCD a vocation à fournir des perspectives approfondies sur les phénomènes de communauté juive, d'identité et d'œuvres sociales juives. A travers des projets de recherche appliquée, le JDC-ICCD analyse les tendances et les changements en cours dans le monde juif tout en mesurant et en évaluant l'impact des initiatives communautaires sur le terrain. Le Centre génère des données significatives et scientifiquement construites qui peuvent influencer les processus de prise de décision pour les communautés juives et d'autres parties prenantes, y compris le JDC, à travers l'Europe.

www.jdc-iccd.org

